

SUPPLÉMENT 4 PAGES SUR L'ÉNERGIE — PRIX 6 F.

T2137-418-6,00 F

le monde

libertaire

hebdomadaire

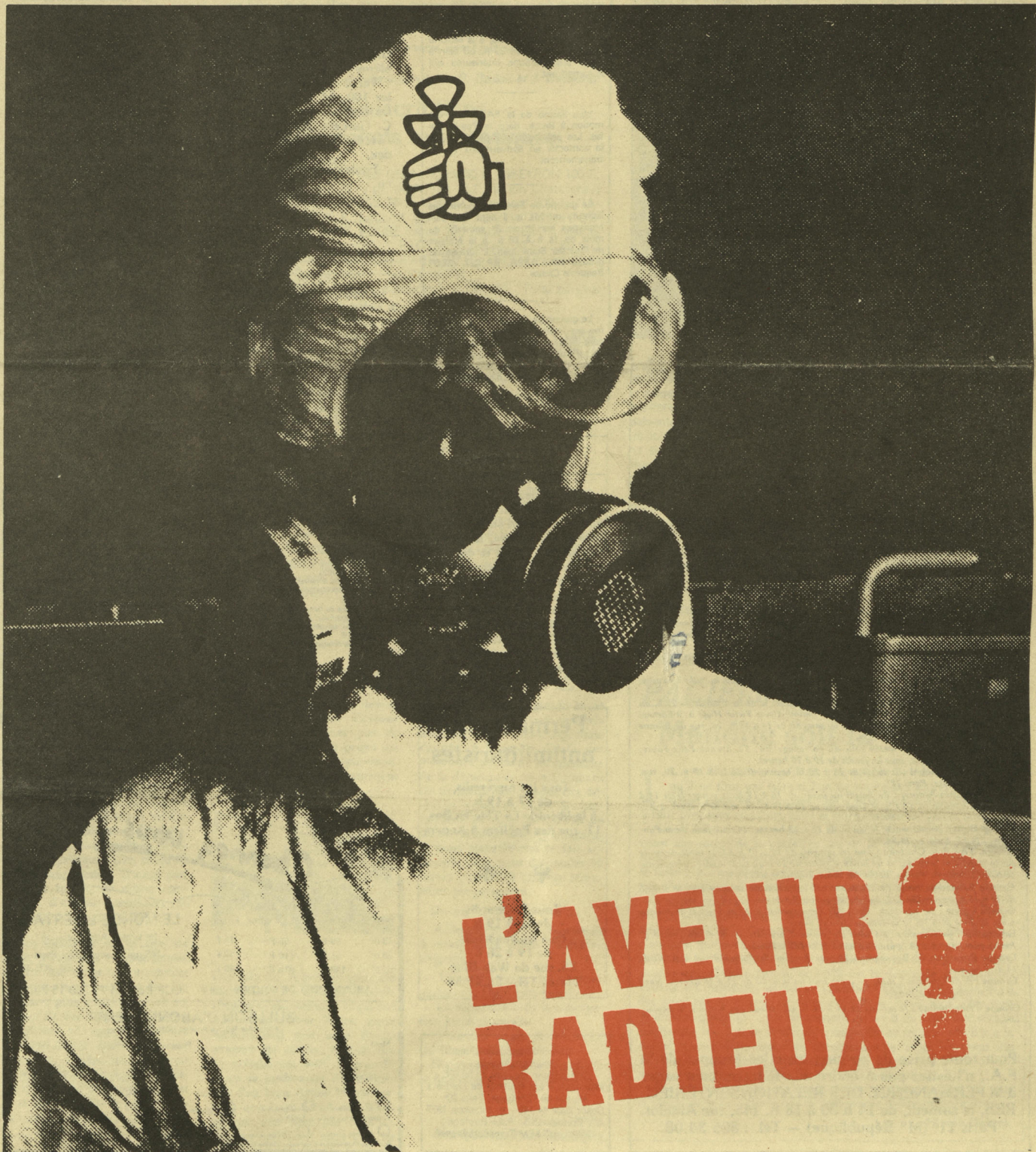
ISSN 0026-9433

rédaction
administration
145, rue Amelot
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 418 JEUDI 12 NOVEMBRE 1981 6,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)



FOP.2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

- AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU ALLIER : MOULIN — YZEURE
- ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL NICE — CANNES
- ARDÈCHE : AUBENAS
- AUDE : NARBONNE
- B.-D.-R. : MARSEILLE
- DOUBS : BESANÇON
- EURE : ÉVREUX
- GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
- GIRONDE : BORDEAUX — CADILLAC HÉRAULT : BEZIERS
- ILE-ET-VILAINE : RENNES
- INDRE-ET-LOIRE : TOURS
- LOIRE : SAINT-ETIENNE
- MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
- MOSELLE : METZ
- NORD : LILLE — VALENCIENNES
- OISE : CREIL — BEAUVAIS
- ORNE : ARGENTAN
- HAUTE GARONNE : GROUPE REGION TOULOUSAIN
- HAUT-RHIN : MULHOUSE
- RHÔNE : LYON
- LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
- MANCHE : CHERBOURG
- LOT-ET-GARONNE : AGEN
- SENE-MARITIME : LE HAVRE — ROUEN
- SOMME : AMIENS
- VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » — GROUPE DE LA REGION TOULONAISE
- HAUTE-VIENNE : LIMOGES
- VIENNE : GROUPE DEPARTEMENTAL
- YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
- BELGIQUE
- SUD-LUXEMBOURG

REGION PARISIENNE

- PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 4°, 5°, 6°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 18°, 20°
- BANLIEUE SUD
 - FRESNES-ANTONY
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - VILLEJUIF
- BANLIEUE EST
 - GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
 - BOBIGNY-DRANCY
- BANLIEUE OUEST
 - NANTERRE — LA DÉFENSE
 - HOUILLES-SARTROUVILLE
- BANLIEUE NORD
 - VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - DEUIL-MONTMAGNY
- LIAISONS PROFESSIONNELLES
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - CERCLE INTER-BANQUES
 - LIAISON ORTF
 - LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

LIAISONS

- NORD : Laon, Noyon, Roye, Hénil-Beaumont, Avesnois, Saint-Quentin
- EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Dijon, Jura
- ILE-DE-FRANCE : Meulan, Melun-Sénart, Nord Seine-et-Marne, Maule, Rambouillet, Versailles
- OUEST : Brest, Bégard, Concarneau, Saint-Malo, Caen, Pont-Audemer, Laval, Le Mans, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Santes, Nord Haute-Vienne, Chateaufort, Angoulême
- CENTRE : Blois, Châteaurox, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Clermont-Ferrand
- SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Toulouse, Montauban
- RHÔNE-ALPES : Valence, Isère, Thonon-les-Bains, Chambéry
- CORSE : Ajaccio
- LA REUNION : liaison anarchiste.
- GUADELOUPE : Basse-Terre.

PERMANENCES F.A.

- Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux.
- Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
- Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
- Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
- Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région Toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
- Groupe l'entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.
- Groupe du 11° : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
- Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens, Germain d'o BP 7, 80330 Longueue.
- Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.
- Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
- Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15), métro Boucicaut, tous les jeudis de 19 à 20 heures.
- Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18°.
- Groupe Fresnes-Antony : du mardi au jeudi, de 16 à 19 h, le vendredi de 14 à 19 h, le samedi de 10 à 19 h, le dimanche de 10 à 13 h, 34, rue de Fresnes, à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.
- Liaison Blois : permanences le jeudi, de 18 à 22 heures, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois — 74.26.02.
- Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23).80.17.09).
- Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
- Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20°. Permanences le 1° et 3° jeudi de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
- Guingamp : permanences FA tous les premiers samedis du mois, au centre de Persanquen, de 16 à 18 heures, au local de la Libre Pensée.
- Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 14 à 19 heures.
- Groupe FA de Limoges : table de vente tous les samedis de 15 à 18 heures, place de la République, à Limoges.
- Groupe d'Angoulême : le samedi de 14 à 16 h, au 19, rue des Acacias, à Angoulême.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire au R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11° (M° République) — Tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

Une liaison libertaire est en formation à Saint-Quentin. Les sympathisants peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Appel aux libertaires des Antilles désireux de contacter la Liaison FA locale pour entreprendre l'organisation de l'anarchisme sur les îles. Si vous êtes intéressés, écrivez aux RI qui transmettront.

Des militants de la FA de Savigny-Chilly assureront tous les dimanches matins, de 9 h 30 à 11 h 30, une vente du *Monde libertaire*, au marché de Chilly-Mazarin.

Les personnes intéressées par un renouveau des activités libertaires sur Rennes et proche région sont invitées à participer aux permanences FA de Rennes, tous les mardis, à la MJC la Palette, à partir de 20 h, ou bien à écrire aux relations intérieures qui transmettront.

Une liaison de la FA est en formation à Berck, dans le Pas-de-Calais. Les personnes intéressées peuvent la contacter en écrivant aux RI qui transmettront.

Le groupe de Beauvais informe les lecteurs du ML qu'il tient une permanence les 1° et 3° samedis du mois de 14 h à 18 h, à la Maison de Quartier Saint-Jean. L'adresse du groupe est : APPA, BP 227, 60009 Beauvais Cédex.

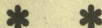
Le groupe de Bobigny-Drancy informe les libertaires de la région qu'il tient deux ventes du *Monde libertaire* : Fort d'Aubervilliers (métro), le mercredi soir de 17 à 18 h ; Marché des 4 Routes de Drancy, le dimanche matin de 10 à 11 h 30.

LE HAVRE

Après ses deux premiers cours de formation militante sur *La Définition de l'anarchie et Fédéralisme et autogestion*, le collectif libertaire du Havre et de la région, avec la participation du groupe du Havre de la Fédération anarchiste, vous invite à venir nombreux le 27 novembre 1981 à 21 heures dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier, pour un cours/débat sur *L'Economie capitaliste*.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

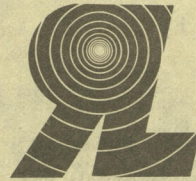


Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Directeur de publication Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20°
Dépôt légal 44 149 - 1° trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Ecoutez Radio-Libertaire

Radio libre de la Fédération anarchiste émettant sur Paris



Tous les jours de 18 à 22 h. sauf le dimanche

Autocollant en vente à 0,30 F l'unité Les 50 : 15 F Pas d'envoi au-dessous de 10 ex.

Sur 89,5 MHz — F.M.

Le groupe de Tours reprend sa diffusion d'enveloppes avec des citations de Louise Michel ou de Bakounine et l'émblème de la FA.

Tarifs : 15 F les 50 ; 28 F les 100, 54 F les 200. Pour les commandes, s'adresser à C. Garcera, BP 835, Saint-Avertin, 37178 Chambray Cédex.

Egalement en vente à Publico.

MONTREUIL-ROSNY

Meeting anarchiste à Montreuil, vendredi 27 novembre à 20 h 30 à la Maison ouverte, 17, rue Hoche à Montreuil. Métro : Mairie de Montreuil ; bus : 122, 121, 129, 115, 301, 355.

Organisé par le groupe de Montreuil-Rosny de la Fédération anarchiste.

CHELLES ET NEUILLY

Le groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste organise une projection-débat du montage audio-visuel *Espagne 36, une révolution autogestionnaire*.

— Samedi 21 novembre à Chelles, à 20 h, salle Hiser (sta-de la Noue Brossard).

— Samedi 28 novembre à Neuilly-sur-Marne, à 20 h, salle M. Pagnol, rue de Berry.

PARIS

Les prochains cours de formation des groupes Louise Michel et Varlin auront lieu au 72 ave Félix Faure Paris 15° (Métro Boucicaut :

— le mardi 17 novembre : *Les oppositions fondamentales entre marxisme et anarchisme*. A 20 heures.

— le mardi 24 novembre : *Les influences marxistes dans l'anarchisme*.

Sommaire

PAGE 2 Activités des groupes FA
PAGE 3 En bref
Amis lecteurs
Le virus OP20.
Kadhafi ou Mitterrand
Maudite soit la guerre
PAGE 4 A propos de l'accord du 17 juillet
Une opposition dans la CGT ?
La base rue dans les brançards
PAGE 5 Dossier énergie

PAGE 6 Dossier énergie
PAGE 7 Dossier énergie
PAGE 8 Dossier énergie
PAGE 9 Dossier énergie
PAGE 10 Informations Internationales
PAGE 11 Livres, spectacles, BD
PAGE 12 La politique du gouvernement socialiste.

Abonnez vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration 145 rue Amelot 75011 Paris Tél. 805.34.08
26 n°	95 F	110 F	150 F	
52 n°	180 F	210 F	280 F	
ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F			CCP Publico 11 289 15 Paris	

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue..... Ville.....
Code postal.....
à partir du N°..... (inclus). Pays.....

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Règlement (à joindre ou bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

en bref...en bref...

La section d'Antony de la Ligue des Droits de l'Homme organise une réunion publique sur les libertés en Tchécoslovaquie, sous la présidence d'Arthur London, auteur de *L'Œuvre*, président du Comité pour la Défense des libertés en Tchécoslovaquie, et Daniel Jacoby, avocat secrétaire de la Fédération internationale des Droits de l'Homme. Cette soirée se déroulera le vendredi 20 novembre à 20 h 45, au théâtre Firmin Gémier, Place du Marché (près de la rue Mounié) à Antony.

Le n° 2 d'APL (Actions Presse lycéennes) vient de sortir. Ce journal souhaite devenir un instrument aux mains des lycéens pour l'élaboration d'un point de vue autonome des élèves, partant de la façon dont ils la vivent et la ressentent. Pour tout renseignement : Pascal Famery, 79, rue des Cascades, 75020 Paris.

A l'initiative de SOS Libertés, « 4 heures sur les ratés de l'amnistie » seront organisées le jeudi 12 novembre à partir de 20 heures à l'AGECA, 177, rue de Charonne à Paris.

La Fédération anarchiste, signataire de l'appel, sera présente à cette manifestation organisée autour de cinq forums : les prisons et les peines d'élimination; la justice et les justiciables; les interdictions professionnelles; les réfractaires à l'armée; coordination et complémentarité des luttes. Serge Livrozet, J. Bidalou, Klaus Croissant participeront à ces débats.

La Ligue des Droits de l'Homme a édité une carte postale ayant pour thème la protection des droits fondamentaux de l'individu. (10 F les 10).

Du côté de l'autonomie : British Leyland : la majorité des ouvriers se prononcent pour la reprise du travail, acceptant une revalorisation salariale de 5,1% pour l'année, au lieu des 20% demandés par les syndicats.

Amis Lecteurs

Vous avez été nombreux pendant les vacances et depuis, à nous rendre visite. A notre librairie du 145 rue Amelot, vous avez pu constater les efforts consentis, qu'ils soient financiers, matériels ou intellectuels pour bâtir un lieu de rencontre et d'échange, que sans répit, nous améliorerons. Vous avez pu apprécier l'existence d'un choix important de livres, brochures, journaux et disques, dans un cadre agréable.

Si nous avons pu transformer un dépôt abject en librairie digne de ce nom, c'est grâce aux efforts de tous, militants et sympathisants. Cependant nous ne devons pas oublier que pour créer ce lieu de contacts, nous avons investi plus de 400 000F. Sur cette somme, il nous reste encore 170 000F. à rembourser en six ans.

Nous n'avons rien à attendre des ambassades ou des chappelles, nul subside, ni aumône. Ne comptons que sur nous-mêmes, et ensemble, nous arriverons à acquitter cette dette, dans un élan fraternel et constructif.

C'est un soutien permanent par souscriptions ou virements, qui nous permettra de tenir ce pari. Que représentent 20, 30 ou 50F., peu, hélas, par ces temps d'inflation, une brindille, mais cent fois ces sommes, beaucoup, un fagot que nul ne pourrait casser.

Pour assurer ce que nous avons construit ensemble, souscrivons !

Les administrateurs P. Bedos et J. Remond.

Souscriptions et virements automatiques

Souscriptions :

BARNY Jacques 680 F, LE GUEN Roger 50 F, RIBEYRON 100 F, LAVENUS Marcel 70 F, gr. de Rouen 75 F, liaison Chatelleraut 75 F, JULIOT-NARCISSE 15 F, ANDRES Bernard 300 F, BAILLOTE Jean 70 F, MILLOT Guy 26 F, CAILLOT 20 F, DEVRIENT André 200 F, FOSSE Rémy 20 F, AUFFREDOU Marcel 100 F, GAILLARD Pierre 70 F, RECEVEUR Andrée 70 F, PUBLICO 500 F, FOURNOL 100 F, CHABANY 120 F, LEROUX Pierre 20 F, GUENEAU Patrick 140 F, PHILOS 500 F. Total : 3 321 F. Totaux précédents : 110 652. Total général 113 973 F.

Virements automatiques mensuels :

NIEL Jean-René 50 F, PIETERS Serge 50 F, LESTRAT Dominique 25 F, BRUNET Jean-Marie 50 F, LE GUEN Alain 50 F, gr. Fresnes-Antony 150 F, GIRAUD Jean-Pierre 300 F, HUREZ Daniel 25 F, gr. Sacco-Vanzetti 550 F, CARAMARO Gérard 30 F, PEYRAT Yves 100 F, RÉMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, FONLUPT-PIETERS Jocelyne 100 F, BEAUFILS Etienne 25 F, CORMIER Jean-Claude 150 F, LANSAC Jean-Claude 20 F, FEHR Didier 50 F, BOLLUFER-SANCHEZ J. 70 F, RAYNAUD Jean-Marc 150 F, LE TROUHER Olivier 10 F, gr. Jacob 50 F, BOITELLE Bruno 25 F, CRESSON Pascal 100 F, gr. Malatesta 100 F, LUZE Robert 50 F, gr. de Béziers 50 F, BOZENDROFFER 50 F, Gr. Prudhommeaux 50 F, PORCHER Christian 50 F, SANCHEZ Mateo 50 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILEVERT Guy 50 F, POUILLARD Jean-Luc 50 F, TENNEGUIN Danièle 100 F, SELLIER Bertrand 150 F, gr. Varlin 100 F, PEYRAT Yves 50 F, gr. Louise Michel 150 F, gr. de Montreuil 100 F, ESCOUBET Gérard 50 F, ABADIE-FEDOU Claude 30 F, FABRE J. 100 F, CHAPEYROU 100 F. Total 4 010 F.

TCHAD

KADHAFI OU MITTERRAND ?

LES événements qui rebondissent au Tchad vont constituer un test intéressant pour connaître les intentions réelles du nouveau gouvernement français vis-à-vis du lourd héritage colonialiste de l'Etat français.

Va-t-on continuer dans la voie de l'ingérence dans les affaires intérieures des pays africains notamment ou bien va-t-on rompre avec le passé et « inventer » de nouveaux rapports avec le pays du Tiers-Monde ? Il est encore trop tôt pour le dire.

La récente décision du gouvernement d'apporter un soutien logistique au gouvernement de Boukouni Oueddei répond à la

On ne sait pas par quels moyens de pressions ou par quels arguments le gouvernement socialiste est parvenu à convaincre le Président Tchadien de demander le retrait des troupes libyennes. Il serait bon à ce sujet d'en savoir plus long sur ce que sont devenus les intérêts économiques français sur le territoire tchadien, notamment dans le domaine de l'exploitation du coton.

La Lybie avait apporté une aide importante au gouvernement, en l'aidant notamment à remplir ses caisses pour pouvoir continuer d'assurer le traitement de ses fonctionnaires. La situation financière de l'Etat se trouvant dans une véritable impasse, il faudra bien que quelqu'un d'autre assure cette charge financière. Il est en effet difficile d'imaginer que Kadhafi se montre aussi généreux qu'avant avec ceux qui viennent de lui demander de retirer ses troupes.

Quoi qu'il en soit, le retrait des troupes lybiennes semble acquis dans un avenir proche. Kadhafi avait assez répété qu'il se retirerait du territoire tchadien dès que le gouvernement le lui demanderait. C'est maintenant chose faite. Il semble bien que le colonel ait sous-estimé les appuis dont il disposait dans le gouvernement de N'Djamena. Les mouvements de troupes et de blindés signalés dans la capitale semblent ne pas avoir atteint leur objectif. A moins que Kadhafi ne se décide à se maintenir par la force...

Le nationalisme tchadien prend donc le dessus sur les volontés d'alliance avec la Lybie. Reste à cette volonté d'indépendance à s'affirmer également sur le plan économique, ce qui est loin d'être fait. C'est une condition essentielle pour que le Tchad ne s'affranchisse pas d'un impérialisme pour retomber sous l'emprise de l'ancien colonisateur.

Alain SAUVAGE



crainte de voir ce pays être absorbé par son voisin libyen dont la présence militaire sonne comme une menace de plus en plus présente face à un pouvoir sans troupes. Mais appui logistique ne signifie pas intervention militaire, loin s'en faut. La principale originalité de la démarche consiste d'ailleurs à confier les opérations militaires à l'organisation dirigeante de l'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine) afin d'éviter d'apparaître comme la continuation du colonialisme giscardien.

Il n'en reste pas moins que des ombres persistent au tableau.

ANTIMILITARISME

LE VIRUS OP20 EST BIEN MALADE

UNE assemblée générale du mouvement OP20 s'est tenue à Paris les 3 et 4 octobre, en présence seulement d'une soixantaine de personnes.

L.A.G. débuta par l'annonce du groupe de Lyon de rompre avec l'OP20 considérant celle-ci comme beaucoup trop juridique, et de repartir sur des bases beaucoup plus politiques. C'est ce qu'on appelle une scission. D'autre part il avait été décidé d'une campagne d'action nationale en faveur des insoumis OP20.

Ces messieurs du groupe de Paris et ceux qui les soutiennent en ont décidé autrement rendant caduque la dernière A.G. On ne parle plus d'actions, mais on se glorifie des décisions d'Hernu de placer en appel différé les gens qui de fait étaient dans une situation d'illégalité. Ils vont même jusqu'à penser que c'est un revirement de situation; c'est beau de rêver. Est-ce parce qu'ils ont décidé de nous faire la paix jusqu'au débat parlementaire

sur l'objection que nous devons être satisfaits ? Pour l'instant nous n'avons toujours pas de statut et rien dans le projet socialiste nous force à l'optimisme. Actuellement le gouvernement



joue très fin, et par ses quelques déclarations il a démobilisé entièrement le mouvement. C'est par nos efforts, nos luttes, notre mobilisation que nous ferons avancer les choses, et non pas en collaborant avec le pouvoir et en se satisfaisant des miettes que l'on nous donne. Il est évident que la majorité des OP20 veulent s'en tirer par tous les moyens bafouant pour cela les

plus élémentaires règles de la vie d'un mouvement. Parce que cela aussi me choque beaucoup, toute l'année, à longueur d'A.G. ces personnes prêcheurs les bienfaits de la démocratie, et maintenant ne tiennent pas compte des décisions prises en A.G. Se permettant au nom de l'OP20 de faire travailler deux permanents et nous place devant le fait accompli, pour nous demander 30 francs par OP20 afin de rémunérer ces personnes.

De qui se moque-t-on ?

A Besançon, nous continuerons à nous battre offensivement en exigeant :

- Le statut pour tous, à tout moment et pour tout motif
- La suppression de la commission juridictionnelle
- L'amnistie totale pour tous les réfractaires à l'armée.

N'acceptons pas aujourd'hui ce que nous aurions refusé hier.

Patrice OP20. Groupe Proudhon Besançon.

PACIFISME

Maudite soit la guerre !

IL y a des actions qu'il est convenable de faire, et d'autres, qu'il ne faut pas faire si l'on ne veut pas s'attirer les foudres d'une caste de personnes dite « bien pensante ». De même, il faut propager certaines idées et taire les autres.

Ainsi, faire des courbettes et des contorsions devant le monument-aux-morts de la première, ou de la deuxième guerre mondiale, le onze novembre et le huit mai de chaque année, il faut le faire ! Et c'est bien, puisque c'est patriote. Mais faut-il le faire sur n'importe quel monument-aux-morts ? Et bien non !

Il existe en France un monument-aux-morts anti-militariste (un seul !). Cette pièce rare, il faut bien le dire, se trouve dans le département de la Creuse à Gentioux. Ce qui est très paradoxal, c'est qu'à quelques kilomètres de Gentioux il y a une grande base militaire (la Courtine); plutôt marrant non ? Revenons à notre monument. Il fut construit en 1922 sur la demande du maire socialiste ET pacifiste, monsieur Coutaud. Fabriqué en granite, il fut érigé sur le champ de foire du village. Mais vous allez vous poser une question : « Ce monument qu'a-t-il en lui-même d'anti-militariste ? ». Sur la troisième marche de ce monument il y a la statue d'un enfant orphelin, montrant d'un doigt les noms des victimes et l'apostrophe : « Maudite soit la guerre ». Pour cela, il ne fut jamais inauguré par les autorités préfectorales.

Si un jour vous avez la chance d'aller en Creuse, faites un tour à Gentioux pour y découvrir ce monument différent des autres.

Nicole Daluni.

A propos de l'accord du 17 juillet

L' ACCORD-cadre du 17 juillet 81 passé entre le CNPF et les organisations syndicales, exceptée la CGT, a pu faire croire à certains qu'enfin de vieilles revendications allaient être satisfaites. La cinquième semaine, c'était gagné; le nouveau gouvernement débloquent les négociations, on allait vivre une ère nouvelle; les travailleurs allaient être payés d'avoir bien voté.

Après l'austérité de Giscard-Barre, c'était l'espoir socialiste.

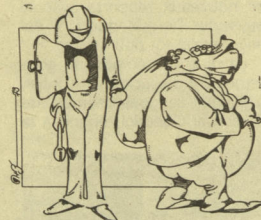
En fait, cet accord, c'est le mirage, la carotte, la valve de sécurité pour apaiser le mécontentement des syndicats. On peut faire le point aujourd'hui sans se tromper alors que les négociations concernant l'application de cet accord sont en cours dans les diverses branches d'industries.

En effet, il ne sera pas nécessaire d'attendre la fin des réunions paritaires auxquelles la CGT participe, comme les autres syndicats, dans chaque branche pour affirmer sans se tromper que le patronat ne lâchera rien. D'ailleurs, les grèves actuelles, les hausses de ton des syndicats et les semaines d'action des centrales ne sont pas étrangères à la chose, mais cela sera-t-il suffisant pour qu'autour des tables de négociations les patrons changent d'attitude. Ils mettent toute la mauvaise volonté possible à faire des propositions concrètes, et lorsqu'ils en dévoilent la queue d'une, on se demande si ce ne sont pas les travailleurs qui devront aider les patrons à sortir de leur « misère » (vous savez, les entreprises en difficulté qui ne parviennent plus à assurer la rétribution des actionnaires et la distribution de prébendes à toute l'armada improductive des directeurs et cadres supérieurs qui

épuisent véritablement les budgets des entreprises et sont une insulte au salaire concédé aux ouvriers, employés et techniciens).

La cinquième semaine, il fallait y penser, tout le monde l'avait mais ne le savait pas, car les patrons intègrent aux congés payés les avantages existants actuellement tels que les deux jours supplémentaires pour fractionnement, les congés d'ancienneté, les jours de ponts ou de fêtes locales. Bien sûr, la revendication de départ était de porter les congés payés de 20 à 25 jours ouvrés ou de 24 à 30 jours ouvrables, sans perte des avantages acquis.

Les 35 heures sans perte de salaire sont devenues 39 heures



pour... la fin 82, avec compensation de salaire parfois de 30% seulement. Même le SMIC se fait grignoter.

Bien sûr, après avoir accordé tout cela les patrons, en échange, demandent l'aménagement du temps de travail, des horaires hebdomadaires qui varient de plus ou moins quatre heures autour de la moyenne, un contingent d'heures supplémentaires, le recul de l'horaire admissible pour le travail de nuit des femmes.

Face à cet entêtement des patrons, qui ne sont pas pressés de sortir de la « crise » et du chômage actuel qui leur permettent de revenir sur des avantages ac-

cordés, de restructurer les entreprises, de diminuer les salaires par leur taux d'accroissement inférieur au taux du coût de la vie et par la déqualification des postes de travail, les travailleurs et les syndicats ont encore espoir que le gouvernement légifèrera dans le sens de leurs revendications. C'est oublier que le pouvoir économique dont dépend le pouvoir politique est entre les mains du patronat et qu'un gouvernement quel qu'il soit ne pourra pas gouverner contre le pouvoir économique. Admettons même que le patronat traîne des pieds par tactique et qu'il veuille se faire imposer des mesures sociales par le Parlement, afin de lui faire porter la responsabilité d'un échec économique qui permettrait un retour de la droite au pouvoir: même dans ce cas, les mesures sociales seraient suffisamment timides pour que les places acquises par les socialistes dans l'appareil d'Etat ne soient pas remises en cause par un éventuel conflit entre le patronat et le gouvernement. Le seul espoir des travailleurs, c'est le rapport de force qu'il pourront imposer à travers leurs luttes pour la satisfaction de leurs revendications.

Il est plaisant de constater qu'actuellement les 35 heures sont à nouveau réclamées immédiatement et sans perte de salaire, car les syndicats n'attendent rien de l'accord du 17 juillet. Certains penseront avec raison qu'il s'agit là d'aménagement du système.

Mais c'est par la lutte que nous pratiquerons la solidarité nécessaire à des combats toujours plus exigeants. C'est par la lutte que nous améliorerons aujourd'hui notre sort, pour trouver demain un aboutissement qui satisfasse nos exigences révolutionnaires.

T.L.

UNE OPPOSITION DANS LA CGT ?

L'ORS du meeting à la Bourse du Travail de la rue du Château-d'Eau pour Lech Walesa, André Bergeron avait déclaré qu'il était entièrement d'accord avec le représentant de Solidarité: la grève n'était pas la seule arme des travailleurs! Déclaration ambiguë dont l'« homme responsable » de la CGT-FO a le secret. Mais, dernièrement, Krasucki a entonné l'air que tout le monde attendait: la grève, c'est bien, mais... il y a grévistes et grévistes! Séparant le bon grain de l'ivraie, le successeur de Séguay aux rênes de la centrale de la Rue Lafayette va décerner des diplômes de bons grévistes, et des blâmes pour ceux... dont l'action est indéniablement la « meilleure arme des trusts ». Les anciens se souviendront qu'à la Libération un ministre communiste, Ambroise Croizat les avait conviés à se retrousser les manches au lieu de faire grève... Krakra (ou le tondu, voire rito, disent les intimes) dira-t-il toujours que « certaines » grèves sont légitimes, ou ira-t-il jusqu'à condamner la grève en soi, disant par exemple qu'il ne faut en aucun cas troubler l'effort des camarades au gouvernement? Ces déclarations auront au moins le mérite, outre le fait une nouvelle fois vérifié qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil, de tester la pugnacité de l'opposition à la CGT. Tiens, diront, certains, il y a une « caution démocratique » à l'intérieur de la CGT? Vu de l'extérieur, il est vrai qu'on imagine difficilement que la forteresse ait

quelques fissures tant la mainmise de l'appareil est pesante et la politique générale proche de celle d'un parti dit « ouvrier ». Le discours officiel de la confédération a toujours été: « Nous, nous sommes pluralistes, mais nous sommes d'accord. »

Mais, en mars dernier, le bureau national de la CGT, en s'alignant complètement sur les positions électorales du Parti communiste, a provoqué de telles réactions dans les structures que l'on peut dire que, pour la première fois depuis 1949, une opposition réelle existe à la CGT, et ce au plan national.

Le 31 mars dernier, salle Eugène Varlin, à la Bourse du Travail, avait lieu une conférence de presse pour appeler à un débat démocratique dans la CGT. Un texte rassemblant toutes les « sensibilités » avait été proposé sur une base syndicaliste. Bien sûr, tout le monde n'est pas d'accord: il y a d'abord un pôle socialiste, puis un pôle d'extrême-gauche et un pôle syndicaliste pur. Mais il est à remarquer que les désaccords, quant à la position de la CGT sur l'élection présidentielle, ont été faits sur le plan syndicaliste. Jusqu' alors, les conflits internes de la CGT se réglaient par partis politiques interposés. Alors que la fièvre électorale maintenant est tombée, quelle coloration et quelle vigueur prend cette opposition?

Avant les vacances, ils avaient fait paraître une brochure *La CGT, les élections et les changements. Décembre 1980... 29*

avril 1981: le débat ignoré. Cette brochure rassemblait des textes et prises de position de quatre fédérations ou syndicats nationaux, opposés à l'orientation confédérale: Fédération des finances, Fédération des capitaines et officiers de la marine marchande, Syndicat national de l'office des céréales ONIC, Syndicat national CGT de l'INSEE, Syndicat des correcteurs. D'autres structures nationales, sans manifester leur opposition à la résolution du CCN, avaient adopté une attitude différente de celle de la direction confédérale sur les présidentielles: Fédération des marins, Fédération du spectacle, Syndicat national des journalistes CGT, Syndicat national de la radio-télévision, Syndicat national des employés et cadres techniciens de la publicité, Syndicat national de l'INRA. Tout ceci rassemblé dans la fameuse brochure a été brandi par Henri Krasucki déclarant: « là vous avez dépassé la ligne jaune! »

Il s'agit maintenant de voir si cette opposition, cristallisée sur un problème électoral, pourra se maintenir sur une base syndicaliste.

Les dernières déclarations de Krasucki seront un test: se situe-t-on dans l'inter-classisme de gauche ou sur la base des intérêts des travailleurs? La CGT, dit Krasucki, est l'héritière des anarcho-syndicalistes, faudrait réviser les positions, camarade...

Jean-Pierre GERMAIN

CONGRES URP-CFDT

LA BASE RUE DANS LES BRANCARDS

T OUS l'avaient prédit, ce congrès de l'Union Régionale parisienne qui s'est tenu à Bobigny les 2, 3 et 4 novembre serait un congrès de crise. Crise interne d'une part de l'appareil syndical, se situant dans la crise générale du syndicalisme d'autre part.

Le patron est venu lui-même le soir du premier jour, il téléait à l'A.F.P. que les groupes gauchistes tentaient de saborder la CFDT par le biais du congrès de l'URP. C'est vrai qu'Edmond Maire a dû passer une sale journée. Fusillé, fustigé à bout portant et de toutes parts.

Les interventions qui se faisaient sur le rapport d'activités des trois années écoulées ont en fait porté le plus souvent sur les derniers mois, voire les dernières semaines.

Qui participait à ce congrès? 112 syndicats, dont 78 du secteur public ou nationalisé et 34 seulement du secteur privé, les mandats retirés représentant seulement les 2/3 des adhérents.

La bataille fut lancée par le syndicat EDF-Ile de France. Un long réquisitoire dénonçait l'URP, reflet de la Confédération, tout en notant qu'effectivement l'URP avait voté contre l'accord avec la CNPF. L'orateur développait très habilement l'amalgame entre ce que l'on refusait à Brest et ce que l'on accepte aujourd'hui, entre autre, après avoir repoussé le rapport Giraudet sur la réduction du temps de travail, on risquait maintenant un accord au rabais avec le patronat. Depuis quand, demandait-il, une organisation fait-elle les questions et les réponses, c'est-à-dire propose des compromis avant d'avoir engagé des négociations? Le thème de l'unité d'action achevait d'entrée de chauffer la salle, grâce à la présence du secteur public, impatient d'une loi imposant de suite les trente-cinq heures.

Le syndicat du livre-papier-carton, s'adressant à Maire, signalait que les travailleurs auraient souhaité que son coup de gueule face au gouvernement soit du même ordre face au patronat. Le SGEN 94 continua sur l'unité d'action: ces querelles ne sont que des querelles d'état-major, elles ne sont pas celles des travailleurs. La plupart des interventions porteront d'ailleurs sur les mêmes thèmes: DES LOIS! L'UNITÉ A TOUT PRIX!

La réponse d'Edmond Maire au chahut a été à la hauteur. Briscard comme toujours, il est monté au charbon. « Certains d'entre nous se sont trompés de congrès », lance-t-il, ajoutant que « s'il fallait botter des fesses, c'étaient celles de la démagogie ». Il dénonce le noyautage de groupes extérieurs (d'extrême gauche bien sûr) et leur stratégie de « radicalisation des luttes qui masque des pratiques catégorielles », de « pratique de grève généralisée de 24h avec un esprit boutique ». Ensuite il a passé sa soupe « Discours premier ministre », hurle-t-on! Ça passe mal. On passe aux droits nouveaux... ah, ça c'est bien. Surmonter la crise de l'éclatement de la classe ouvrière entre

statutaires et hors-statuts... Il ira jusqu'à affirmer que les nationalisations ont obligé le patronat à s'inscrire positivement dans le consensus social!

Sur la manipulation gauchiste, un mot quand même. Suite à l'intervention remarquée, il faut le dire tactiquement remarquable, du syndicat EDF Ile-de-France sud, l'orateur appela les syndicats qui venaient contre le rapport d'activités à soutenir son intervention et à le contacter. Des syndicats ayant des mandats clairs s'appuyèrent, soit par tactique, soit par sympathie, soit pour rien. Au soir du congrès, un texte est diffusé, s'intitulant: « Texte de l'intervention présentée par (un blanc sur le nom) syndicat de la RP. Ce texte modifiait sérieusement les dires des camarades et éclairait leurs pensées d'un tout autre jour. Une fois écrites, elles s'orientaient directement vers le programme-type de la LCR. Certains syndicats firent la gueule, entre autres Hôtellerie-Tourisme, Cheminots de Villeneuve-St-Georges, le syndicat parisiens de services.

Deux solutions étaient possibles: se retirer, comme le fit la Construction-Bois, ou passer pour des charlots, se maintenir pour se faire un peu charrier par les soi-disant oppositionnels qui, chose sûre, ne sont pas tous à la LCR ou au PS.

La discussion sur les amendements a donné lieu à un épisode savoureux. Les neuf amendements d'EDF-Centraux devaient, par décision du Comité régional, donner lieu à un vote bloqué. De nombreux syndicats, détenteurs de mandats séparés, ont déposé une motion d'ordre pour obtenir un vote séparé sur chaque amendement. Après une sévère empoignade à coups de statuts, on passe au vote de la motion d'ordre: 1355 pour, 971 contre et 56 abstentions. Une fois le résultat acquis, l'EDF retire ses amendements sauf un, et cela en accord avec le Bureau régional.

Cette gymnastique bureaucratique n'avait qu'un seul but: permettre au Comité régional de sauver la face en évitant de revenir sur sa décision de procéder à un seul vote, et permettre à l'EDF de se satisfaire d'une démonstration majoritaire pour rien.

Il n'en reste pas moins que la direction de l'URP a été sérieusement mise à mal, non seulement pour sa ligne politique, mais également pour son incapacité à gérer les structures syndicales correctement. Le rapport d'activités a été voté à une faible majorité (1030 pour, 915 contre, 466 abstentions), ce qui donne 42% des votants. L'équipe de direction est également passée de justesse, surtout le secrétaire régional sortant, Bodichon, devenu la tête de turc du congrès.

Un avertissement sérieux donc pour l'appareil de la CFDT. Prochaine: le congrès confédéral au printemps 82.

Gil.

DOSSIER ÉNERGIE

L'ÉNERGIE EN CHIFFRES...

LA bataille de l'énergie fait rage depuis 1973 sur tous les fronts, dans le monde entier. L'appétit énergétique des sociétés contemporaines est tel, et la répartition des ressources étant distribuée d'une manière tellement inadaptée aux besoins (sauf cas particuliers), que ce problème se trouve situé au centre de tous les débats politiques. L'introduction d'une énergie nouvelle, l'énergie nucléaire, avive encore ces débats, de par son caractère éminemment dangereux pour l'avenir de l'espèce humaine. Le pays où nous sommes nés par hasard, la France, est un de ceux dont la balance énergétique est déficitaire, et nous allons étudier les causes et les remèdes à ce déficit. Mais il est bien évident que le problème devrait être traité à l'échelle planétaire, ce qui dépasserait le cadre de cet article, sauf pour quelques données fondamentales.

Il est impossible de traiter de l'énergie, à la fois sur le plan technique et politique, sans parler chiffres. C'est pourquoi cet article sera essentiellement constitué d'informations de caractère technique, et je prie par avance le lecteur d'être indulgent pour son côté rébarbatif, mais il serait insuffisant, sinon malhonnête, de ne pas valoriser les opinions émises.

Pour terminer cette introduction, je précise que le document central de référence est constitué par les Perspectives de consommation et de ressources d'énergie résultant du VIII^e plan (voir le premier encadré). De même,

vais rendement du cycle de Carnot;

— le tout-nucléaire, qui introduit dans notre vie quotidienne la menace mortelle des radiations ionisantes.

Sur le plan financier, ces décisions ont amené les dépenses résumées dans les tableaux ci-dessous :

LA FACTURE ÉNERGÉTIQUE DE LA FRANCE

	1960	1973	1979	1980
Importations totales	33 555	185 497	506 056	636 580
Importations d'énergie	5 618	21 623	102 634	156 018
dont pétrole	3 055	16 548	73 139	110 624
Part de l'énergie dans les importations totales	16,7 %	11,7 %	20,3 %	24,5 %
Part de pétrole dans les importations totales	9,1 %	9,1 %	14,5 %	17,4 %
Importations d'énergie				
Rapport = PIB	2,1 %	1,94 %	4,22 %	5,6 %

VOLUME D'IMPORTATIONS DE PRODUITS ÉNERGÉTIQUES EN 1980 (1)

	(En millions de tep)	(en %)
Charbon	22,2	13
Pétrole brut	110,2	65
Produits pétroliers raffinés	18,4	11
Gaz naturel	18,2	11
TOTAL	169,	100

(1) — Chiffres provisoires. Sources : C.P.D.P. (Les chiffres clés énergie 1981 — Ministère de l'Industrie) ; Ministère du budget — Direction générale des douanes et droits indirects.

L'incompétence au pouvoir

Tant que le coût de l'énergie a été implicitement considéré comme négligeable, les affirmations les plus fantaisistes ont été avancées. Depuis, on se pose beaucoup de questions du côté des économies d'énergie, des énergies « nouvelles », etc. Nous avons résumé les estimations successives de la consommation d'énergie pour l'an 2 000, dans le

sur la divulgation nécessaire des éléments de jugement et de choix; de mettre en évidence les responsabilités écrasantes de ceux qui fabriquent en notre nom un monde de cauchemars.

Un exemple choisi dans le développement précédent prouve à l'évidence la déperdition, le gaspillage actuels de l'eau chaude à basse température sont dus à la non-coordination des fabri-

Avant de participer à l'élaboration de ce dossier, mes convictions allaient dans le sens d'une lutte contre la « nucléarisation » de la société pour des raisons de survie personnelle et collective. L'examen, même partiel, des données techniques et financières m'a renforcé dans mes convictions.



File d'attente devant une pompe en Californie.

Quant à l'aspect politique, je reste persuadé qu'il est indispensable d'établir un inventaire permanent des besoins et des ressources, de façon à obtenir un ajustement constant de ces deux

cants (EDF, Etat central) et des utilisateurs potentiels (offices d'HLM, communes, etc.) et à la non-réponse à la question : qui financera le raccordement ? Dans la société libérale, le lien fédéral entre les communes et l'appareil de production résoudra automatiquement le problème, car la responsabilité sera assurée par tous les individus et les groupes sociaux fédérés, sans qu'il y ait de « trou » dans le tissu social, économique et politique.

Yves PEYRAUT

PERSPECTIVES DE CONSOMMATION ET DE RESSOURCES D'ÉNERGIE RÉSULTANT DU VIII^e PLAN

Secteurs	1979			1985			1990			
	R	T	E	P	T	E	P	T	E	
Agriculture	3,1	3,1		3,5	3,5		4	4,5	0,5	
Industrie	62,7	66,2		70	70		79	85,5	16,5	
Résidentiel-tertiaire	63,7	73,7		73	73		85,5	112,5	27	
Transport	36,4	39,4		42,5	49,5		7	46,5	57,5	
Demande énérgie finale	165,9	182,4	16,5	189	226	37	215	270	55	
Producteurs (1) consommation économiques induites	25	26,5	0,5	27	28,5	1,5	24	29	3	
Total énérgie primaire sans bois de chauffage	190,9	208,9	18	216	257	41	239	299	60	
Total énérgie primaire avec bois de chauffage	193,9	211,9	18	219	260	41	242	302	60	
Sources d'énergie										
Charbon		34,5			34			33		
Pétrole		109,0			92			68		
Gaz		23,2			30			42		
Électricité hydraulique		16			14			14		
nucléaire		8,2			43			73		
Énergies nouvelles et bois		3			6			12		

R : réalisations ; P : prévisions ; T : prévisions tendancielle ; E : économie, soit T - (R ou P)
Source : VIII^e Plan et A. E. : estimation par interpolation pour les économies de PIB - (1) - Y compris EURODF.
Année au rapport présentée par M. Brard au nom du Comité économique et social, le 27 mai 1981 sur « Le développement de la politique d'économie d'énergie ».

l'unité utilisée sera en général, dans les lignes qui suivent, le MTEp, c'est-à-dire le million de tonnes d'équivalent pétrole, la Tep étant l'énergie correspondant à celle fournie par une tonne de pétrole.

La facture énergétique de la France

Les grandes décisions prises depuis 1945 par les gouvernements français ont toutes été prises sous le double sceau de l'incompétence (nous y reviendrons plus tard) et de la cécité. On peut distinguer trois grands axes de choix :

- le tout-pétrole, ce qui accentuait la dépendance vis-à-vis de l'étranger;
- le tout-électrique, aberration technique, car transformer le pétrole ou le charbon en électricité, quand ce n'est pas indispensable (cas du chauffage par exemple) a pour conséquence de gaspiller des quantités énormes d'énergie primaire, à cause du mau-

tableau ci-dessous :

Et c'est à partir de telles énormités que l'on a lancé des programmes nucléaires monstrueux !

L'imagination au secours

Si l'estimation des besoins a

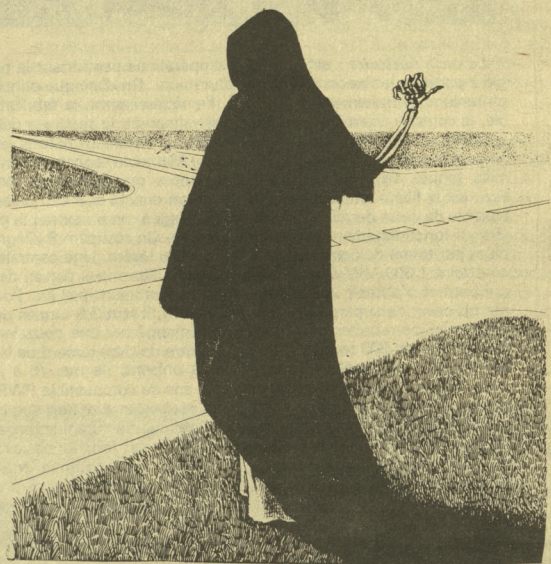
Estimation	Date	Sources
470	30/9/75	EDF (Manuel Boiteux)
400	11/76	Idem
327	1978	Commissariat au Plan
287	1981	Conseil économique et social

donné lieu à des spéculations hautement fantaisistes (bien qu'elles soient le fruit de cogitations de « spécialistes » grassément payés), on touche le fond de l'abîme quand on se penche sur les problèmes techniques. En effet, les pouvoirs officiels ont longtemps méprisé les solutions proposées par d'autres personnes

30% des ressources. Actuellement, des techniques sont mises au point (Elf-Aquitaine) pour extraire 45% du pétrole existant.

Conclusion

J'ai essayé, à travers ces quelques lignes de montrer que l'énergie est une chose trop sérieuse pour la laisser entre les mains de pseudo-spécialistes; d'insister



grandeurs. Ceci sous-entend évidemment un appel permanent à l'imagination technicienne, mais ne sera possible que dans le cadre d'une société transparente, d'où les intérêts de profits personnels seront bannis. Ces considérations excluent une « solution » correcte aux problèmes énergétiques dans le cadre de sociétés autoritaires et inégalitaires, et conduisent tout naturellement à donner une nouvelle jeunesse de notre projet fédéraliste pour, comme l'écrivait Proudhon, « qu'aucun lieu ne présente jamais d'excès ni de défauts de population, de consommation et de produits. »

Bibliographie et sources

- Rapport du Conseil économique et social sur « les différentes énergies dans le bilan énergétique français. »
- Service de l'industrie et mines de Picardie-Champagne-Ardenne.
- Que choisir ? Spécial énergie.
- Pour une politique énergétique multi-vecteurs de Tovy Grjebine (ensemble de documents fournis par l'auteur, physicien et économiste).
- Non au nucléaire, oui à la géothermie de Haroun Tazieff, dans *Le Réfractaire* d'octobre 81.
- District Heating développement en Sweden (Peter Margen).

DOSSIER ÉNERGIE

LES SYNDICATS FACE

DANS le dossier que nous vous présentons cette semaine, nous avons voulu envisager le problème de l'énergie globalement, et par conséquent celui du nucléaire, sous un aspect socio-économique et de façon ouverte pour que, face à une question de cette complexité, nous puissions analyser des positions diverses.

Un entretien avec Tovy Grjebine, scientifique ayant participé à la commission énergie de l'ancien gouvernement, a donné lieu à l'article *L'Énergie en Chiffres*. Par contre, nous avons retenu la formule de l'interview pour recueillir les avis des trois grandes centrales syndicales ouvrières.

Pour la CFDT (Syndicat de l'énergie atomique), Jean-Claude Zerbib, militant chargé des problèmes de la radioprotection des travailleurs et des problèmes de sécurité nucléaire, a répondu à nos questions.

A la CGT-FO, nous avons rencontré Louis Blanc, secrétaire de l'Union nationale des syndicats de l'énergie nucléaire, de la recherche et des industries connexes fédérée à la fédéchimie.

Et du côté de la CGT, notre interlocuteur a été Jacques Trelin, secrétaire de l'Union nationale des syndicats de l'énergie atomique.

Nous remercions bien évidemment ces personnes de l'accueil qu'elles nous ont réservé, et pour alléger certaines réponses et permettre aux non-initiés de saisir plus facilement le pourquoi des choses, nous donnons dans les lignes suivantes quelques explications techniques.



Le cycle nucléaire : est la chaîne d'opérations permettant la production d'énergie à partir de la fission de l'atome d'uranium. On distingue principalement la mine d'uranium, le traitement du minerai, l'enrichissement, la fabrication du combustible, la centrale thermique, l'usine de retraitement, le stockage des déchets.

Filière : il existe la filière française UNGG (Uranium naturel gaz graphite) d'où on sort le plutonium militaire. L'usine de Marcoule, construite en 58, a retraité dix mille tonnes de combustibles. La seconde, qui maintenant domine la production, est la filière américaine PWR (uranium enrichi et à eau pressurisée). Le combustible de cette dernière se retraite à la Hague, on en extrait le plutonium qui servira au fonctionnement des surgénérateurs. On récupère 8 kilogrammes de plutonium par tonne de combustible PWR ou eau légère. Une centrale dont la puissance atteint 1 300 MW électriques consomme 30 tonnes par an de combustible, ce qui permet d'obtenir 240 kilogrammes de plutonium par an. Pour faire fonctionner un cœur de superphénix (surgénérateur), il faut 2,8 tonnes par an. Il est donc nécessaire de retraiter le combustible déchargé par une douzaine de centrales de 1 300 MW soit 360 tonnes par an. Le centre de retraitement de la Hague est réputé retraiter 400 tonnes par an. Jusqu'à présent, de mai 76 à juin 81, le centre de la Hague a retraité 345 tonnes en cinq ans de combustible PWR et 4 000 tonnes de combustible UNGG depuis 67. Les spécialistes estiment que lorsqu'il n'y a pas de retraitement, 0,5% du potentiel énergétique de l'uranium est seulement utilisé.

Les surgénérateurs : les centrales PWR peuvent fonctionner avec le combustible retraité et enrichi, ramenant le taux d'utilisation du potentiel énergétique de l'uranium de 0,5 à 1,5%, mais c'est dans les surgénérateurs qu'il trouve son meilleur emploi puisque par cycles successifs ce potentiel sera pratiquement entièrement épuisé.

La « quincaillerie » atomique : ce sont les sociétés et particulièrement Creusot-Loire qui construisent le matériel nucléaire.

Cuves : Framatome (Creusot-Loire).

Générateurs de vapeur : Vallovec, Framatome.

Pressuriseurs : Framatome (Creusot-Loire).

Turbo-alternateurs : Alsthom-Atlantique, Creusot-Loire, CEM.

Moteurs de pompe : Rateau, Jeumont-Schneider.

Tuyauteries : Five-Cail Babcock, Framatome (Creusot-Loire).

Transformateurs : CEM, France-Transfo.

Robinetteries : Schlumberger, Babcock, Term Cailloux.

Dépendance : le prix du KW/H pétrole dépend à 70% du coût de la matière première. Dans le nucléaire, 20% du prix du KW/H dépendent de l'uranium.

Utilisation nucléaire : bombe au cobalt; gammagraphie des soudures; stérilisation alimentaire et des insectes (rayons Gamma); radio-éléments à usages médicaux; stimulateur cardiaque; recherche chimie (traceur radioactif);

Il y a encore beaucoup à dire, mais on ne peut, dans le cadre de notre journal, ouvrir un dossier technique trop lourd. Il appartiendra à chacun de se documenter valablement sur les points que nous laissons dans l'ombre. Ajoutons que parmi les pays développés, la France est de ceux qui consomment le moins d'énergie par tête d'habitant.

La Rédaction

— **ML :** Comment pensez-vous qu'il soit possible de résoudre le problème de l'énergie en France sachant qu'elle importe 2/3 de sa consommation ?

— **CFDT :** A court terme, la plus grande source d'énergie est son économie; elle doit pénétrer le tertiaire, le résidentiel et le secteur industriel. Les sources d'énergie doivent être diversifiées pour réduire la fragilité économique et technique du système de production. Notre dépendance peut être modifiée si nos rapports avec les pays du Tiers-Monde et du Moyen-Orient étaient réorientés sur de nouvelles bases. Un autre mode de développement de la société française non lié au profit induirait une autre politique énergétique. Une pratique plus autogestionnaire ramenant la décision au niveau de la région ou de la localité permettrait la mise en œuvre de solutions décentralisées. C'est ce que la CFDT souhaite.

— **CGT-FO :** Le problème de l'énergie n'a pas qu'une dimension nationale, il oblige à reconsidérer la politique des échanges à l'échelon international. On ne saurait vivre aujourd'hui replié sur soi-même. Il faut espérer, et cela pas uniquement pour notre pays, que très rapidement la science apportera des solutions nouvelles à ce problème auquel sont confrontés les gros consommateurs d'énergie. N'oublions cependant pas les millions d'êtres humains pour lesquels la production d'énergie ne pose pas de problème puisque du fait de sa quasi-inexistence, ils vivent et meurent dans la misère.

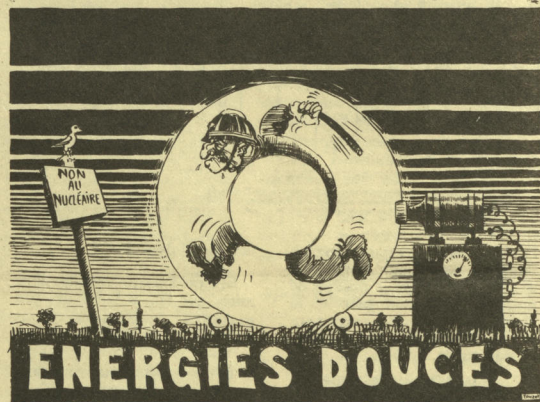
— **CGT :** Dans l'état actuel des choses, nous ne serons

lise à plusieurs titres la production énergétique (risques économiques et techniques). Le choix a été anti-démocratique, ni les élus, ni le public n'ont pu s'exprimer sur cette orientation. Le nouveau gouvernement n'a pas apporté d'inflexion majeure au choix tout nucléaire.

— **CGT-FO :** Notre attitude à l'égard du nucléaire est fondée à partir de la démarche syndicale qui s'oppose à la croissance zéro, contradictoire avec l'amélioration des conditions de vie et de travail des salariés. Nous ne sommes pas pour ou contre le nucléaire, pas plus qu'on est pour ou contre le solaire, la biomasse, le charbon... Nous sommes pour l'exploitation de toutes les sources énergétiques disponibles et utilisables. Le nucléaire est l'une de ces sources. La démarche syndicale n'a pas à s'intégrer dans les débats techniques, pas plus qu'elle n'a à s'intégrer dans les rouages de l'entreprise ou de l'Etat. Elle ne doit prendre en compte que les seuls intérêts de classes des travailleurs. FO, sans pour autant ignorer la technique, son incidence, son utilisation, laisse à d'autres le rôle d'apprenti-sorcier et les débats de spécialistes « ad hoc ». Ce ne sont pas les débats techniques ou scientifiques à la télé, même s'ils peuvent être instructifs, pas plus que les manifestations des « découvreurs de la nature » qui provoqueront la solidarité et les moyens nécessaires à la lutte de classes.

— **CGT :** La CGT-CEA est pour.

— **ML :** Dans la mesure où vous êtes d'accord avec l'emploi du nucléaire, que pensez-vous des centres de retraitement (type la Hague) et des surgénérateurs ?



pas indépendants à 100%. Il faut développer toutes les ressources du sous-sol français : le charbon (passer de 20 millions de tonnes à 30 ou 35 millions). La récente prise de position gouvernementale est donc satisfaisante. Il faut aussi mener des études conséquentes dans le domaine de la gazéification.

— **ML :** Quelle est votre attitude vis-à-vis du nucléaire ? Pour, contre, partagée ?

— **CFDT :** La CFDT n'est pas contre le nucléaire, elle s'est opposée au développement massif de cette solution qui fragi-

— **CFDT :** D'accord ou pas avec le nucléaire, le pays a un héritage de l'ancien gouvernement à gérer. On peut soit stocker le combustible en l'état, soit le retraiter. Cette solution est inéluctable si on veut lancer des surgénérateurs. Leur avantage est de consommer le plutonium produit dans les centrales nucléaires classiques, leurs inconvénients sont liés à leur coût (trois fois plus cher) et aux difficultés présentées par le retraitement. Cette opération délicate constitue le goulet d'étranglement du système.

CE AU PROBLÈME DE L'ÉNERGIE

— CGT-FO : Dans le cycle du combustible irradié, le retraitement est indispensable. Aucune organisation syndicale n'a, à notre connaissance, contesté cela. Le seul problème actuel est que l'usine de la Hague est en fait un prototype que l'on a aménagé au fur et à mesure des besoins de production. Ce qu'il faut, c'est construire une nouvelle usine qui bénéficie

accidentel. Les économies d'énergie sont surtout les effets directs de l'augmentation du coût du pétrole. Il faut mettre en place une politique plus volontariste, c'est-à-dire à service égal réduire la consommation d'énergie (voiture, électroménager, isolement...). Une telle action serait créatrice d'emplois décentralisés.

— CGT-FO : Oui, pour ce qui

la notion de service public doit passer avant tout calcul de rentabilité industrielle ou commerciale, il ne nous semble donc pas que la privatisation de secteurs du nucléaire (usine, centrale...) puisse entraîner une compétition au moindre coût sinon sur le dos des travailleurs et au détriment de la sécurité. C'est d'ailleurs pourquoi nous demandons que le nucléaire dépende strictement de la puissance publique.

— CGT : La CGT se prononce pour une nationalisation de toute l'énergie nucléaire. Ce qui ne veut pas dire étatisation. Il faut rechercher l'intervention des travailleurs et de la population. De plus, ce sont les grosses sociétés qui détiennent la fabrication du matériel nucléaire. La CGT demande également la nationalisation de ces sociétés qui imposent leurs prix au niveau du cycle nucléaire.

— ML : Pensez-vous que la production de l'énergie atomique soit nécessaire pour limiter le chômage ?

— CFDT : Une centrale au fuel, au charbon ou au nucléaire de même puissance induit le même nombre d'emplois. Qualitativement, un choix énergétique régional répond mieux à une meilleure répartition de l'emploi et à l'exigence de « travailler au pays ». Il n'y a pas de solution tout centraliser ou tout décentraliser.

CGT-FO : Oui sans équivoque. Le nucléaire par lui-même et pour lui-même est créateur d'emplois, plus encore par voie de conséquence dès lors qu'il permet la fourniture d'énergie à un coût relativement bas. Il aide la maintenance et le développement de toute autre industrie et donc au maintien ou/et au développement de l'emploi.

— CGT : Cette énergie crée, en tant que telle, des emplois, mais pas en quantité importante. Une usine d'enrichissement emploie mille personnes; une usine de retraitement : mille personnes; une centrale : deux cent

vingt personnes. Les chantiers sont très importants (plusieurs milliers de personnes y sont pendant plusieurs années). Pour l'ensemble de la chaîne, le nucléaire emploie entre 130 et 150 000 personnes. Mais dans la mesure où le nucléaire participe à l'approvisionnement éner-

gétique, il participe à la croissance de l'économie.

— ML : Etes-vous satisfaits des conditions de sécurité faites aux travailleurs du nucléaire ?

— CFDT : Il faut distinguer les couvertures sociales très différentes selon qu'on appartient au secteur public ou au secteur privé. Les risques sont variables dans le cycle du combustible nucléaire. Le développement intensif du nucléaire se traduit par une dégradation progressive des conditions de travail. Le coût de la sûreté examiné à long terme est payant, mais les industriels raisonnent à court terme.

La CFDT demande : l'unification et la définition d'une couverture sociale minimale; la formation et l'information plus intensives chez les travailleurs du nucléaire; le droit d'intervention des travailleurs sur leurs conditions de travail.

— CGT-FO : Les problèmes de sécurité dans le nucléaire ont été et sont sans nul doute appréhendés plus sûrement que dans d'autres industries. Il n'en reste pas moins que tant que la notion de « risque admissible » fera loi, FO ne sera pas satisfait. Les risques sont moindres dans les centrales nucléaires que dans le charbon notamment (on prend plus de radioactivité en allant passer une radio chez son dentiste que dans une centrale). En ce qui concerne FO, on demande une charte européenne et même universelle du nucléaire pour fixer les conditions de développement et d'utilisation du nucléaire, pas seulement de l'énergie. Le nucléaire, c'est aussi des expériences, la fabrication de radioéléments, leur vente et leur utilisation, on a tendance à l'oublier. Cette charte devrait prendre en compte la sécurité, la protection, avant tout autre préoccupation de rentabilisation industrielle ou commerciale.

FO demande la négociation et la conclusion d'une convention collective nationale de l'industrie nucléaire et des activités connexes. Il faut en effet har-

vestigations de contrôle en matière de sécurité. C'est la meilleure garantie par voie de conséquence pour la population. De plus, il n'est pas admissible que la multiplication des contrats des personnels de cette industrie conduise à un suivi médical différentiel.

— CGT : On n'est jamais satisfait. Jusqu'à maintenant, compte-tenu du caractère de l'énergie nucléaire, on a toujours fait précédé les réalisations par la sûreté et la sécurité. « C'est mieux que dans d'autres professions ».

La CGT a des revendications de deux types :

— Sûreté : le syndicat pense que des études sont à poursuivre aussi bien dans les PWR que dans les surgénérateurs de demain.

— Sécurité : la CGT demande une amélioration des protections contre l'irradiation des personnels, notamment que les statistiques annuelles portent sur les personnes les plus exposées. Après les grèves des personnels de l'usine de la Hague, avec une production plus importante, il y a une irradiation moindre.

La politique gouvernementale passée a conduit à pratiquer une dénationalisation. Aussi, les travailleurs du nucléaire se trouvent en de multiples entreprises avec des conventions collectives qui ne tiennent pas compte des aspects spécifiques du nucléaire. La CGT a demandé à deux reprises, en 1976 et en 1981, un projet de convention collective nationale qui n'a pas obtenu satisfaction.

— ML : Comment vous situez-vous par rapport au mouvement antinucléaire ? Que pensez-vous de l'assertion : société nucléaire, société policière ?

— CFDT : Incontestablement, le nucléaire a introduit un contrôle accru qui affecte les libertés des travailleurs. A son origine, dans le monde entier, le nucléaire était militaire (bombes A et H); dès cet instant, les pratiques de contrôle se sont ins-



cièrait des avancées technologiques de l'expérience acquise. C'est ce que nous demandons, c'est ce que demande la grande majorité des travailleurs de la Hague. En fait, ces travailleurs qui ont fait l'objet de beaucoup d'attentions particulières en ce qui concerne leur condition de travail aimeraient bien que personne ne s'oppose à l'amélioration de leur outil de travail.

— CGT : Il faut retraiter pour des raisons économiques, de sûreté, d'écologie. Ce sont des raisons politiques qui ont fait que Carter s'est opposé au retraitement. Il apparaît que les USA ont actuellement une usine de retraitement de 1 500 tonnes, prête à marcher.

— ML : Sachant que le nucléaire revient à 0,16 F le KW/H, que le charbon revient à 0,29 F et le fuel à 0,59 F, pensez-vous que l'on puisse raisonnablement orienter la production d'énergie à l'aide d'autres sources que le nucléaire ? (Ces chiffres sont évidemment des ordres de grandeur).

— CFDT : Le coût n'est pas le seul paramètre à prendre en compte. Il faut considérer la dépendance économique et technique de la solution choisie. La fragilité du système énergétique est liée au développement massif d'une seule source d'énergie. Le risque nucléaire se situe plus au niveau économique en cas d'utilisation massive qu'au niveau

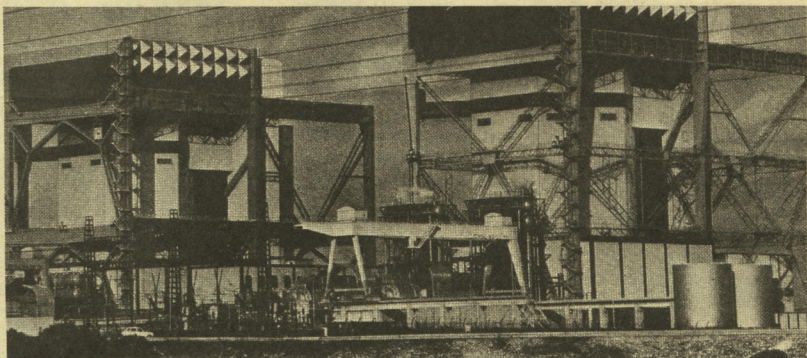
concerne la production d'énergie. On ne doit pas prendre uniquement en compte le coût de cette énergie. Il est nécessaire d'avoir une politique de diversification des sources d'énergie.

— CGT : En matière d'énergie, on a intérêt à une diversification des sources, au niveau de la production comme de l'importation. Production : charbon, hydraulique, nucléaire; importation : répartition géographique des approvisionnements en fuel et en gaz. La CGT se prononce en particulier pour le développement du potentiel hydraulique (études sur la baie du Mont-Saint-Michel). Mais il ne faut pas faire de religion des prix, l'indépendance nationale compte plus qu'un simple examen des prix de revient. Il faut en outre tenir compte des « coûts » sociaux.

— ML : Est-ce qu'une certaine privatisation des centrales pourrait entraîner une production d'énergie à moindre coût ?

— CFDT : Le risque économique posé par une centrale nucléaire ne sera jamais assumé, en France, par une société de droit privé. L'effort de l'Etat pour le développement d'énergies « nouvelles » (solaire, géothermie) reste insuffisant et ne permet pas de comparaison économique avec les autres productions industrialisées.

— CGT-FO : Nous avons dit que la sécurité, la protection,



moniser les conditions de vie et de travail de ces salariés que l'on tend aujourd'hui à marginaliser et faire échec à la sous-qualification qui est un des facteurs déterminants en matière de sécurité.

Par ailleurs, il faut donner aux travailleurs les moyens d'in-

taurées, la vulnérabilité des grosses installations nucléaires au sabotage a fait le reste. Les mouvements antinucléaires se sont d'autant plus développés que l'information du public a été inexistant. La CFDT est ouverte au

(suite page 8)

DOSSIER ÉNERGIE

Les syndicats face au problème de l'énergie

(suite de la page 7)

dialogue auquel seuls les opposants ont répondu. Le mépris a été la pratique constante de

d'entreprises, permettre aux élus de la population de pouvoir suivre les dossiers des usines (quel qu'en soit le type), avant la construction, pendant la marche, et

leur mode de vie. A notre avis il n'est pas possible ni souhaitable que les travailleurs admettent une diminution de leur consommation, l'abandon de leurs revendications, de leurs avantages acquis. Le progrès ne s'effectue pas par des démarches rétrogrades qui peuvent au pis aller satisfaire les nantis. A propos de la procédure de référendum, ce n'est pas aux organisations syndicales à en retenir l'hypothèse ou pas.

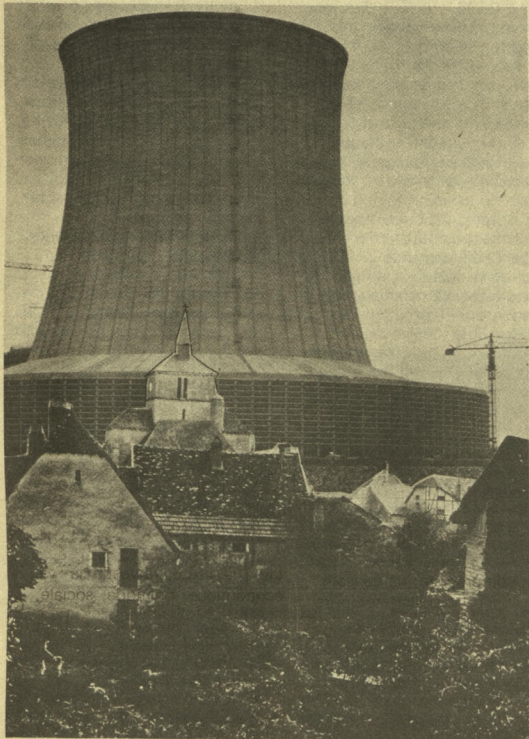
— CGT : La question de l'énergie en général et du nucléaire en particulier sort du domaine du référendum. Ce sont des sujets auxquels on ne peut répondre par oui ou par non. En effet, les contraintes rencontrées au niveau technique, par exemple, en plus des contraintes économiques et politiques, peuvent amener un gouvernement à être dans l'obligation d'apporter des modulations dans sa politique énergétique au cours des années. On voit mal comment on pourrait faire un cas de référendum.

Compte-tenu des décisions gouvernementales, le moratoire en tant que tel ne se pose plus. La CGT a de tout temps condamné un moratoire : elle considère que dans le domaine du nucléaire, les avancées technologiques dépendent des études et recherches, mais aussi des réalisations concrètes. C'est pourquoi, avec les surgénérateurs, la CGT se prononce pour une suite de Super Phénix, si possible avec des performances techniques supérieures aux réacteurs de Super Phénix.

Aujourd'hui, on ne peut se passer d'énergie. Elle intervient dans tous les domaines de la vie courante : agriculture, transports, industrie. On doit produire suffisamment d'énergie pour faire face aux besoins de la population. Cinq millions de foyers en France n'ont pas encore d'eau chaude, mais on constate que dans les villes à prédominance bourgeoise, la consommation d'énergie en matière domestique est le double de celle d'une municipalité ouvrière.



Augmenter le SMIC, c'est permettre une consommation globale supérieure, et donc une meilleure consommation d'énergie. Pour satisfaire ses besoins, il faut de l'énergie !



tous les représentants du lobby nucléaire.

— CGT-FO : FO se situe par rapport aux intérêts des travailleurs qui ne sont pas forcément communs avec ceux des antinucléaires. C'est dans les pays économiquement les moins développés que l'on retrouve les systèmes les plus totalitaires.

La société policière, c'est la société de restriction, de contrôle des « gaspillages », de contrôle des populations que l'on maintient dans la misère.

— CGT : La CGT considère que le mouvement nucléaire est très composite et pratique, sur certains points, l'obscurantisme. Exemple : la croissance zéro. Il y a un manque d'information objective de la population française qui conduit à rencontrer ces mouvements. Certes, dans le nucléaire, il y a des précautions à prendre, il y a une centralisation de la puissance énergétique. Mais cela ne conduit pas à une société policière en tant que telle, notamment s'il y a une démocratie renforcée dans les entreprises et dans le pays tout entier.

Il faut que les organisations syndicales soient présentes au Comité de l'énergie atomique, avec des comités d'information au niveau régional (et des antennes au niveau local, près des centrales).

La CGT demande également la levée du secret sur les centrales nucléaires. Il faut renforcer le rôle des comités d'hygiène et de sécurité et des comités

pendant le démantèlement de l'usine. Le syndicat demande la suppression de tous les emplois précaires.

Risques de guerre — la CGT prend position contre la fabrication de la bombe à neutrons. Il faut exiger des initiatives du gouvernement pour que cesse la course aux armements. En la matière, l'affaire n'est pas spécifiquement nucléaire, mais politique.

— ML : *Que pensez-vous d'un projet de référendum sur le nucléaire ? En admettant qu'un moratoire soit adopté, est-il possible selon vous que la population accepte une diminution de sa consommation d'énergie ?*

— CFDT : On ne peut répondre au nucléaire par oui ou par non, c'est une question trop complexe qui doit s'appréhender sous ses différents aspects : emploi, indépendance, décentralisation des décisions, débats démocratiques et contradictoires avant toute option définitive. Le problème le plus sérieux est la gestion à long terme des déchets ; il reste posé même si on cesse de construire de nouvelles centrales. Aucune évaluation technique des risques posés par le stockage définitif des combustibles irradiés ou des déchets de retraitement n'a été entreprise. C'est là l'exigence de la CFDT.

— CGT-FO : Quand on a la position de FO, cela signifie que l'on n'admet pas le moratoire. On ne peut se permettre le luxe de demander aux citoyens de s'arrêter de vivre pour choi-

L'ÉNERGIE, POUR QUOI CHANGEMENT

DEPUIS une dizaine d'années environ, très exactement depuis que les pays producteurs de pétrole regroupés au sein de l'O.P.E.P. ont « osé » tripler le prix de vente de l'or noir, un spectre hante le monde : celui de l'énergie. Dans les pays riches, cela confine à la psychose. On a une peur panique de manquer, faute de ne pouvoir payer ou de se plier aux conditions politiques qui risquent à tout moment d'être mises à un approvisionnement normal. Et comme il est rigoureusement impossible de se passer d'énergie sous peine de voir l'ensemble de la machine économique s'arrêter purement et simplement, les lamentations ne cessent d'alterner avec les menaces au rythme lancinant des hausses

les pays pauvres, enfin, on se contente de souffrir en silence. Sans argent pour se procurer de l'énergie et sans énergie pour se procurer de l'argent, le poids du sous-développement et de la misère se fait chaque jour un peu plus lourd.

Un problème important, donc, que celui de l'énergie. Un problème qui est actuellement au centre de la vie politique, économique et sociale de la planète toute entière. Un problème qui relève tout à la fois du problème de fond (la voracité énergétique croissante d'un certain type de développement économique et la limitation dans le temps des ressources énergétiques) et du faux problème (la pseudo crise énergétique qui n'est en fait que l'une des manifestations de la restructuration capitaliste et de la nouvelle division internationale du travail qui s'opère actuellement). Un problème mal posé, au bout du compte, et sur lequel il nous appartient de faire toute la lumière pour que l'espoir dont nous sommes porteurs ne soit terni par le halo des illusions de toutes sortes.

La fausse crise de l'énergie

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, il n'y a pas actuellement, à court ou moyen terme, de risque au niveau de l'approvisionnement énergétique des pays développés. D'une part, les ressources énergétiques qu'il s'agit de pétrole, du gaz, du charbon ou de l'uranium sont suffisantes pour couvrir les besoins de l'économie mondiale pendant encore des décennies et des décennies et d'autre part l'interdépendance entre pays producteurs et pays acheteurs est telle que personne n'a intérêt à faire cesser la vente et l'achat des matières premières énergétiques. Chacun y trouve son compte. Les pays producteurs de pétrole, par exemple, ont un besoin vital des pétrodollars pour financer leur « développement » et les pays consommateurs, outre qu'ils ont également besoin du pétrole pour faire tourner leur écono-



de prix et des annonces de fermeture totale ou partielle du robinet pétrolier. Pour briser net cette dépendance qui fait que des peuples en haillons ont le pouvoir de troubler la digestion des nantis de la planète, de gigantesques programmes électro-nucléaires ont été mis en œuvre, suscitant en retour une contestation d'une rare virulence. Dans les pays détenteurs de ressources énergétiques, le problème se pose bien entendu en des termes complètement différents. Conscients de détenir pour quelques temps encore l'arme suprême de l'approvisionnement énergétique, ces pays cherchent à faire durer le plaisir le plus longtemps possible. En fait, leur marge de manœuvre est relativement étroite. Ils ne doivent en effet jamais perdre de vue que si les pays consommateurs ont un besoin vital de l'énergie dont ils sont possesseurs, ils ont également un besoin vital des pétrodollars pour financer leur décollage économique, leurs achats d'armement et la survie des minorités au pouvoir. En conséquence si leur stratégie est axée pour l'essentiel autour du non gaspillage des trésors qui dorment dans les entrailles de leur sous-sol et d'une volonté d'en tirer le meilleur prix, elle doit également veiller à ne pas mettre en péril l'économie des pays industrialisés sous peine de tarir la source des pétrodollars voire même de déclencher un conflit militaire. Dans



mie, réussissent quant à eux le tour de force de gagner trois ou quatre fois plus d'argent que les pays producteurs, en taxant le prix de vente de l'essence et du fuel de manière abusive. C'est ainsi que sur les

FAIRE ?

D'ÉNERGIE À L'ÉNERGIE DU CHANGEMENT

quatre francs et quelques que le consommateur paye pour un litre de super, le pays producteur touche royalement aux alentours d'un franc et l'Etat et les compagnies pétrolières le reste. Mais alors, pourquoi ne cesse-t-on de nous rebattre les oreilles avec une soi-disant crise énergétique de base de pénurie et de hausse des prix, si l'énergie n'est pas à la veille de s'épuiser et si le commerce entre producteurs et consommateurs enrichit les uns et les autres ?

En fait la pseudo crise de l'énergie qui serait soi-disant la source de tous nos maux est mise en avant pour cacher une double mutation d'importance : la restructuration du capital et la nouvelle division internationale du travail. Depuis déjà quelques années en effet le capital a pris conscience des risques pesant sur les énergies fossiles classiques. Ressources limitées dans le temps, dépendance financière et politique par rapport aux détenteurs de ces ressources avec, en toile de fond, l'éventualité d'une baisse du taux de profit, telles étaient les principales données du problème. Pour réagir avant qu'il ne soit trop tard il fallait anticiper la matérialisation de ces risques et donc, réinvestir de toute urgence dans de nouvelles formes d'énergie. C'est ainsi que les grandes compagnies pétrolières ont investi des sommes colossales dans l'énergie nucléaire et ce qui se sait moins dans les énergies dites douces. Grâce au nucléaire le capital espérait repousser dans le temps le problème de l'épuisement des ressources (c'est là tout le sens de la filière des surgénérateurs complétant la filière nucléaire classique) et atténuer celui de la dépendance politique. Comme ce redéploiement des investissements s'avérait financièrement accablant, il devenait de plus en plus nécessaire de faire flamber artificiellement le prix des énergies traditionnelles afin de rendre concurrentiel le prix du KWh nucléaire par rapport au prix du KWh pétrolier ou gazier. C'est là toute l'explication de la dramatisation orchestrée de main de maître sur la rarefaction soudaine des ressources énergétiques traditionnelles et leur « prix élevé ».

Comme on le voit, le caractère artificiel de la « crise énergétique » est patent. Ceux qui tiraient des profits énormes du pétrole sont les mêmes que ceux qui commencent à tirer des profits énormes du nucléaire et qui demain tireront des profits énormes du solaire. La durée de chacune de ces étapes est tout bêtement fonction du temps nécessaire à l'amortissement des investissements. De plus cette restructuration du capital s'inscrit dans une perspective plus large qui est celle de la nouvelle division internationale du travail. L'industrialisation de l'économie qui a fait la fortune du capitalisme de la fin du 19^e siècle et de notre vingtième siècle s'avère

en effet de moins en moins productrice de profit. La transformation des matières premières et leur vente pose quantité de problème et exige une immobilisation de capital croissante. L'avenir, celui du capital, passe donc par l'abandon de ce stade économique primaire et par une réorientation vers le commerce du savoir et des technologies de pointe; à l'Occident « l'aventure » de l'ère post industrielle et aux bourgeoisies de certains pays en voie de développement la « sécurité » de l'ère industrielle finissante. C'est là tout le sens d'une « crise de l'énergie » qui doit permettre à certains de prendre la relève industrielle et à d'autres de s'élancer vers



les espaces infinis des sur-profits d'une société programmée (1).

La véritable crise de l'énergie

Bien sûr, si la « crise » actuelle de l'énergie, fausse crise s'il en est, n'est que la conséquence de la restructuration du capital et de la nouvelle division internationale du travail, elle ne se résume nullement à ce seul aspect des choses. Le choix du nucléaire ne fait que repousser dans le temps le problème de la limitation des ressources énergétiques. L'uranium n'est pas inépuisable, loin s'en faut, et la fiabilité et la rentabilité de la fusion n'est encore qu'une hypothèse. De plus l'uranium ne se trouve pas ou très peu dans le sous-sol des pays nucléarisés ou en voie de l'être et la gestion des déchets radio-actifs et la sécurité des centrales posent problème. En conséquence, le choix nucléaire peut sembler un mauvais choix ne faisant que déplacer les données du problème d'une crise énergétique qui se profile à l'horizon. En d'autres termes si la crise énergétique n'est pas réelle dans l'immédiat, elle risque de l'être dans un futur proche. Voir !

Le choix nucléaire en effet s'il ne résoud en rien le problème de l'épuisement des ressources énergétiques (sans oublier bien sûr celui de la dépendance politique et de la pollution radio-active) est un choix circonstancié dans le temps et rien ne permet de penser, bien au contraire, qu'il soit irrémédiable. Comment expliquer autrement le fait que les grandes compagnies pétrolières qui ont investi des fortunes dans le nucléaire investissent actuelle-

ment dans les énergies douces. Comment expliquer autrement le fait que le gouvernement américain injecte sans cesse d'avantage d'énormes sommes d'argent dans le marché des photo-piles afin d'en précipiter la fabrication industrielle et d'en abaisser ainsi le prix de revient. En fait le nucléaire n'est qu'une étape pour le capital. Une étape qu'il lui faut mener à son terme pour amortir les investissements qui ont été réalisés, mais une étape dans laquelle il n'a pas spécialement l'intention de s'éterniser surtout si les problèmes de sécurité s'avèrent insolubles.

Alors, le solaire capitaliste ce serait donc pour demain ? C'est vraisemblable et le faux pro-

blème d'une crise de l'énergie posée uniquement en termes énergétiques émerge ainsi au grand jour. Pétrole, nucléaire ou solaire, le capital se moque comme de sa première chemise de l'énergie qu'il utilise. Le problème est ailleurs.

Si crise énergétique il y a et si crise énergétique il doit y avoir elle se situe et se situera à un tout autre niveau que celui du seul choix énergétique. Le problème en effet n'est pas celui du type d'énergie utilisé par l'économie de marché qui prévaut actuellement sur l'ensemble de la surface du globe mais de la MANIÈRE et surtout du POURQUOI de cette utilisation. Je l'ai dit et je le répète, le capitalisme privé et d'Etat peut parfaitement, contrairement à ce que croient nombre d'écologistes, digérer le solaire. Il lui suffit d'adapter cette technologie à sa réalité existentielle qui est la domination de l'homme par l'homme. En clair, pour peu que le solaire chausse les gros sabots de la centralisation (centrales solaires « redistribuant » ensuite l'énergie produite), que l'énergie ainsi produite permette d'induire un contrôle économique, politique et social des populations et qu'il soit possible de réaliser des profits substantiels, le capital n'a aucune raison de ne pas adapter, récupérer diront certains, la technologie solaire. Là n'est cependant pas l'essentiel même si l'écologiste perd quelque peu son latin !

Le véritable problème de l'énergie actuellement porte pour l'essentiel sur le pourquoi de la consommation énergétique. Pourquoi a-t-on un tel besoin d'énergie et pourquoi en

a-t-on sans cesse davantage besoin ? Et puis à l'instar de l'énergie pourquoi l'économie capitaliste privée et d'Etat a-t-elle également un besoin sans cesse croissant de matières premières ? Qu'est-ce que signifie cette boulimie énergétique multiforme ? Qu'est-ce qui fait courir le productivisme et les imbéciles sans espoir qui ne voient que par la croissance économique permanente ?

A toutes ces questions qui sont les questions de fond car elles permettent de poser en termes globaux le problème de la rarefaction des ressources il est difficile de répondre en quelques lignes. Tout ce qu'on peut dire, c'est que la crise réelle ou supposée de l'énergie n'est qu'un aspect de la crise du rapport de l'économie capitaliste aux matières premières dans leur ensemble. En effet, même avec l'énergie solaire, inépuisable par définition, le capitalisme n'en continuera pas moins de piller la planète, de menacer les équilibres écologiques fondamentaux et de conduire l'humanité toute entière à la pénurie et au suicide. De plus si l'on peut dire que c'est dans la logique du capitalisme de produire, de consommer et de gaspiller toujours d'avantage il ne faut pas perdre de vue que cette logique a pénétré très avant dans l'inconscient collectif. Le capitalisme, ce n'est pas seulement une structure économique donnée ayant poussé à l'extrême dans le cadre du productivisme et de l'étatisation l'exploitation de l'homme par l'homme et de la nature par

l'homme et le quart monde notamment et sur le respect des équilibres écologiques fondamentaux toutes les chances de heurter de front ce qu'on appelle communément l'opinion publique.

En d'autres termes, il est loin d'être certain que les classes ouvrières occidentales soient prêtes à troquer les haillons du « confort » que leur procurent les miettes du gâteau pour les habits de lumière de la croissance zéro, de l'entraide et de l'autonomie.

C'est ainsi et il n'y a pas lieu de hurler à la mort devant cette suicidaire résistance au changement. Tout au contraire cela doit nous motiver pour prendre le mal à la racine. Lutter contre le nucléaire pour des raisons de pollution ou des raisons plus politiques se résumant très bien dans le slogan « société nucléaire, société policière » c'est une chose. Se donner les moyens de résoudre quant au fond la « crise » de l'énergie et des matières premières qui nous attend à moyen terme, en est une autre. La révolution, seule capable de réconcilier l'homme avec lui-même et avec son milieu devra être TOTALE, investir la vie économique, politique, sociale, la vie quotidienne et les mentalités, ou bien elle ne sera pas.

Commençons donc par briser la machine puisque c'est quand même par là qu'il faut commencer mais n'oublions pas de briser également tout ce qui dans nos têtes et dans celles des autres permet au Vieux Monde d'être encore debout.



l'homme c'est également une réalité politique et sociale complexe qui plonge ses racines dans la nuit des temps et prospère sur le fumier de la domination de l'homme par l'homme. En clair une redéfinition des besoins basée sur le non gaspillage des ressources, sur le partage de ces ressources avec le

Résoudre la crise de l'énergie commence peut être par la prise de conscience que... l'énergie c'est nous.

J.M. Raynaud.

(1) - Cf. Alain Touraine : « La Voix et le Regard » Edit- Seuil.



informations internationales



ESPAGNE

Plénium national des régions

Le plénium national des régions, de la CNT, a terminé son travail. Plénium qui a suscité un énorme intérêt dans les milieux confédéraux et libertaires et une grande attention dans les milieux de l'information, à tel point que la radio nationale et la télévision espagnole en ont parlé dans leurs journaux quotidiens

des rapports et de la gestion du comité national; assurer, partout où cela est possible, l'implantation du « label » syndical; la convocation du prochain congrès de la CNT pour l'été 82; la signature du contrat avec l'institut d'Amsterdam pour l'utilisation des archives; la création de l'organisme qui réunira les archives de l'anarcho-



durant les trois jours qu'ont duré les délibérations (10, 11 et 12 octobre 1981).

L'assistance, composée du public, des observateurs et des délégations, confirme ce que nous avons dit plus haut, car autant dans le local que dans les alentours de celui-ci, se pressaient de nombreux groupes qui suivaient les débats par un circuit fermé de télévision.

La participation de très importantes délégations de toutes les régions organisées confirme cet intérêt; ainsi, on a pu voir la délégation de Valence avec huit délégués et celle de l'Euskadi avec sept, celle de l'Andalousie avec cinq et les autres avec un minimum de deux ou trois, sans oublier celle du centre avec six, ce qui a permis un travail sérieux et responsable de tous les rapports et commissions et bien sûr du plénium même. Si nous voulions encore confirmer notre opinion sur l'aspect du rassemblement, nous pourrions dire que ce travail s'est présenté comme s'il s'agissait d'un congrès, en plus petit.

Il y a autre chose d'intéressant à remarquer: le sérieux, le respect, le souci de donner à ce comice la possibilité d'influer dans les luttes sociales de ce pays qu'ont démontré les délégations. Aussi, la volonté unanime manifestée par cette jeunesse pour retrouver les chemins historiques de l'idéal et surmonter les moments difficiles dans lesquels voulaient nous plonger ceux qui, en 1979, ont essayé d'infiltrer la CNT.

Des principaux accords, nous pouvons retenir: l'approbation

syndicalisme et des libertaires d'Espagne et du reste du monde; la réélection de José Buidia, comme secrétaire général, jusqu'au prochain congrès.

Pour terminer, nous devons mentionner le lieu où s'est déroulé ce plénium: à Villaverde Alto (Madrid), local occupé par les compagnons le 1^{er} mai 80, appartenant au patrimoine historique de la CNT et que le franquisme lui avait confisqué en 1939. Local que les compagnons sont en train de remettre en état pour pouvoir l'utiliser.



On peut dire également que le plénium a été un modèle d'organisation à imiter pour tous nos actes et que l'immense majorité des délégations étaient composées par de jeunes compagnons.

Traduit du *Combat syndicaliste*

YOUGOSLAVIE

Vesna, du groupe féministe de Zagreb

L'INTERVIEW qui suit a été réalisé par Nicolas, le 25 octobre dernier. Vesna est donc membre du groupe féministe de Zagreb qui s'est créé en 1978 à Belgrade. Ce groupe est très actif à l'heure actuelle et il semble que d'autres vont apparaître, notamment à Belgrade. Cette interview a été diffusée sur Radio-Libertaire le 29 octobre, mais la fin est inaudible à cause d'un problème technique. Rappelons que ce jour-là était invité un membre de la revue « Autogestions » qui a publié dans le n° 6 un important dossier critique sur la Yougoslavie. Il y a notamment une interview très complète de deux animatrices de ce groupe féministe, Rada Ivkovic et Vesna Pusic, homonyme de celle que nous avons rencontré.

Les animateurs de l'émission de Radio-Libertaire sur les pays de l'Est.

— Vesna, tu fais partie d'un groupe féministe de Zagreb récemment constitué et j'aimerais bien te poser quelques questions pour Radio-Libertaire. Tout d'abord j'aimerais bien savoir quelle est la place du sexisme dans la société yougoslave d'aujourd'hui, société qui a été décrétée par ses gouvernements comme autogestionnaire et socialiste.

— Et bien il y a encore du sexisme en Yougoslavie parce que la société

est encore bien traditionaliste à cause de la culture patriarcale qui est très ancrée dans les mentalités et les institutions ne réagissent pas vraiment. Par exemple on peut dire tranquillement, y compris dans la presse officielle, que l'on est sexiste, par contre on ne peut pas déclarer que l'on est raciste. Pour moi le sexisme est une forme de racisme.

— Ne penses-tu pas que l'absence d'une véritable liberté d'expression en Yougoslavie constitue un obstacle considérable dans l'évolution de cette mentalité patriarcale et traditionnelle?

— En effet, c'est pourquoi nous sommes organisées dans le groupe féministe pour essayer soit de faire pression sur les journaux existants, soit pour informer par nos propres moyens et tout d'abord les femmes. Moi j'ai fait beaucoup de travail d'information sur la contraception.

— Ces dernières années dans des pays comme la France et l'Italie la mobilisation féministe a été et a partiellement débouché sur la reconnaissance juridique et institutionnelle de certains droits de la femme, comme l'avortement. En Yougoslavie ces droits sont pour la plupart garantis constitutionnellement depuis plus de 30 ans, et juridiquement la femme est l'égal de l'homme. Les femmes jouissent-elles vraiment de leurs droits?

— La loi concernant les femmes est effectivement bonne. Mais soit elle n'est pas appliquée, soit surtout elle est mal appliquée. C'est difficile à expliquer. Disons par exemple que ceux qui appli-

quent la loi sont comme par hasard toujours les hommes. Dans le cas de l'avortement, le gynécologue est un homme, les membres de la commission sont des hommes. On peut se faire aussi une idée des difficultés que rencontre une femme qui veut se faire avorter si l'on tient compte des pressions sociales que cette femme subit par ailleurs au sujet de l'avortement. Et dire que la femme est l'égal de l'homme au niveau des lois c'est aller un peu vite. Par exemple, lorsqu'une femme d'immigrés rentre au pays, l'Etat encourage officiellement la femme à rester à la maison pour laisser le travail à l'homme. Ce qui veut dire que les hommes au chômage constituent un problème social, mais pas les femmes. Or il se trouve que les femmes qui avaient déjà travaillé en France, en Allemagne voudraient bien travailler, garder une certaine autonomie financière.

— Qu'est-ce que tu penses faire maintenant comme travail militant lorsque tu vas rentrer en Yougoslavie, c'est-à-dire après-demain?

— Maintenant je pense m'occuper surtout du problème des femmes battues. J'ai déjà contacté à ce sujet en France S.O.S. femmes battues. Tu sais il y a beaucoup de choses à faire dans la mesure où la conférence des femmes, l'organisation officielle des femmes qui existe depuis plus de trente ans, se contente de répéter que les lois sont bonnes. Elle n'agit pas en fonction des problèmes concrets des femmes en Yougoslavie.

BULGARIE

La répression dans les pays de l'Est

Je suis né dans le sud-est de l'Europe, à deux heures d'avion de Paris. En Bulgarie, c'est là que j'ai vécu les quarante années de mon existence, dont dix en détention à la prison de Stara-Zagora.

Dans ce pays de neuf millions d'habitants où, au cours des 37 dernières années, plus de cent mille de mes concitoyens sont passés par les camps et les prisons politiques du régime (sans compter les morts et les disparus) mon « cas » n'a rien de très exceptionnel, ni de bien original.

Je ne suis donc pas venu à cette tribune pleurer sur ma jeunesse volée ou vous entretenir sur mes états d'âme. Il n'est pas plus question de dénoncer une « bavure », une injustice particulière, une violation ponctuelle du droit des gens.

Je suis venu porter témoignage sur la répression en tant qu'instrument ordinaire de gouvernement en République populaire de Bulgarie, la machine carcérale n'étant que la partie émergée de l'iceberg totalitaire.

Dans ce vaste « ensemble »

un camarade anarchiste grec de passage à Paris nous a communiqué d'importantes informations sur la situation politique, sociale et économique de son pays, et plus particulièrement sur la condition des détenus. Dans le prochain numéro une interview sera publiée.

qu'est l'Europe soviétisée, mon pays constitue ce que j'appelle un espace de répression parmi d'autres. A l'intérieur de cet espace, délimité par des frontières fortifiées contre ceux qui y sont parqués, il existe toute une hiérarchie gigogne de « sous-ensembles » répressifs : camps et prisons dans le pays, quartiers d'isolement dans les prisons, cachots dans les quartiers d'isolement, et parfois au bout du compte... Cercueils. Autant de lieux où s'exprime, à différents degrés d'intensité, un seul et même système répressif.

Ainsi, au travers de mon destin personnel, je désire témoigner en premier lieu au nom de mes camarades des dix ans de détention : ceux avec qui j'ai crevé de faim et de froid dans les mitards, ceux qui supportent dans leurs chairs les coups et dans leur âme les tortures psychologiques, ceux qui poursuivent des semaines durant les grèves de la faim, ceux que l'on estropie et ceux que l'on assassine dans leurs cellules; tous ceux qui, pour ne pas sombrer dans la délation ou le désespoir, n'ont d'autres soutiens que leur aversion du mensonge et leur foi en la démocratie, cette déesse cachée que la plupart — comme moi-même — n'ont jamais connue autrement que de nom.

Mais je prétends tout aussi bien témoigner au nom de tous les autres, ceux parmi lesquels j'ai vécu trente années de vie

anonyme, ces millions d'hommes et de femmes de mon pays quotidiennement asservis, humiliés et exploités. Ceux des salaires de misère, ceux des usines insalubres, celles des queues interminables, ceux des meetings obligatoires, ceux en butte à la terreur permanente de la bureaucratie, ceux des lendemains sans espoir.

Mon témoignage ne s'adresse ni à votre pitié ni à votre compassion, il fait appel à votre réflexion. Certains, ces derniers temps, s'inquiètent du déséquilibre des forces qui s'instaurent entre le bloc soviétique et la communauté démocratique occidentale.

Déséquilibre militaire ? C'est possible, mais je m'estime incompétent et peu informé pour en juger.

Déséquilibre politique ! Certainement. Face à la liberté, la répression tous azimuts. Face à la démocratie, la dictature la plus arrogante. Face au pluralisme, à la tolérance, le totalitarisme.

C'est le maintien et l'approfondissement de ce déséquilibre qui porte en lui le danger le plus réel d'un conflit armé en Europe. Aider à détruire ce statu-quo, aider ceux qui à l'Est se battent à mains nues pour changer leur société, c'est en fin de compte combattre le plus sûrement et le plus efficacement pour la paix.

Peter Boyadjiev

NOTE DE LECTURE

Un géographe libertaire : Élisée Reclus

LES animateurs de la collection Hérodote (Maspéro) ont tenu à marquer le 150^e anniversaire d'Élisée Reclus d'une pierre blanche. Ils lui consacrent un numéro spécial qui est le bien venu car dans notre mouvement, E. Reclus jouit d'une renommée, due à sa participation — dans la lutte pour la défense de la Commune de Paris, par exemple — au mouvement social naissant et au mouvement anarchiste en particulier,

Le problème des colonisations est aussi étudié avec pertinence, aussi bien du point de vue économique que politique et militaire. Comment se mettent en place les forces du pouvoir politique colonial et le contrôle de l'espace ? Reclus explique par exemple la façon dont les Anglais, avec peu d'hommes, ont pu dominer deux cents millions d'Hindous sur un territoire grand comme douze fois celui de Grande-Bretagne... Bref, il met à jour les caractéristiques de ce que l'on appelle de nos jours l'impérialisme.

Le milieu naturel a aussi été étudié et notamment les interdépendances entre les éléments de la nature et entre les hommes et la nature. Et à ce sujet il y a toujours refusé le déterminisme géographique qui étudie à part et d'une manière détaillée l'action spéciale de tel ou de tel élément du milieu que l'on juge prépondérant par rapport aux autres éléments. En fait l'homme transforme la nature qui l'environne (et encore, ne doit-il pas détruire une certaine harmonie !) et celle-ci une fois transformée, le sollicite par des milliers de forces diverses. Nous pouvons donc considérer que le géographe Élisée Reclus a été louangé dans ce livre et Y. Lacoste, entre autres, se pose la question de savoir pourquoi il est si méconnu, pour ne pas dire inconnu, des géographes contemporains alors que son travail est de loin le plus complet.

Par contre, Élisée Reclus, l'anarchiste n'a pas bénéficié d'autant d'égarés. D'abord au sujet de l'organisation : Les (marxistes) estiment qu'il ne faut pas négliger la voie légale et accordent un rôle primordial à l'organisation, tandis que les anarchistes sont convaincus qu'il est illusoire d'envisager la révolution par cette voie-là. Et toujours de Lacoste, pour expliquer pourquoi les communistes n'ont pas publié les textes de Reclus : mais l'œuvre de Reclus n'est pas marxiste, elle est, dirons-nous, marxienne, et surtout c'est un communiste anarchiste et les critiques qu'il avait faites de certains points de la pensée de Marx seraient apparues encore plus radicales à l'égard des partis communistes au pouvoir.

A propos de la colonisation de l'Inde par les Anglais : Reclus pressent déjà que le mouvement nationaliste sera l'événement moteur des luttes de libération des peuples opprimés. De Martin Zemliak : Il importe de souligner l'importance que Reclus accorde aux questions morales et à la spiritualité. Peut-on fonder une morale sans Dieu ? Non.

C'est quand même un peu fort, alors que plusieurs textes de Reclus (et cités dans le livre) montrent qu'il a la volonté de

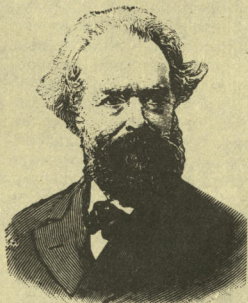
« PAUVRES FOUS QUI COMMANDEZ
À LA MER DE RECULER !... »



ÉLISÉE RECLUS

part minime de ses activités en regard de celle de savant géographe. Et pourtant — en tout cas en France — ses deux principaux ouvrages, les 19 tomes de la Nouvelle Géographie universelle et les 6 tomes de l'Homme et la Terre sont très peu connus aujourd'hui.

Les auteurs nous montrent ce qui fait l'originalité des études de Reclus : il prend en considération, dans sa géographie, les problèmes urbains et industriels, économiques et sociaux, politiques et militaires. Et il en tire des conclusions intéressantes : ... par la force des choses, aussi bien que par la conscience orgueilleuse de leur rôle parmi les nations, les États Unis en sont arrivés à disposer dans tout le monde occidental d'une réelle présence. Ils constituent une république, patronne d'autres républiques, formant pour ainsi dire le contraste, dans l'ordonnement général du monde, avec l'Empire russe, le plus puissant de tous par l'étendue territoriale... Les États Unis (... sont ...) les rivaux de la Russie dans la prétention d'être la première parmi les grandes puissances du monde moderne. Ou encore : On trouve à la guerre double avantage, celui d'avoir à civiliser des barbares — c'est à dire à leur créer des besoins qui se paieront très chers et à fournir l'armée de ces munitions sans fin qui font maintenant de chaque conflit la plus fructueuse des opérations commerciales.



ÉLISÉE RECLUS

qui illustre la partie finale.

Groupe Fresnes-Antony

« Un géographe libertaire Élisée Reclus ».

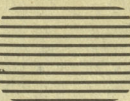
En vente à Publico 35F

SÉLECTION



RADIO

— France-Culture : le 12 nov. à 20 h. : La dévotion à la croix, de Calderon de la Barca. Extravagant chef-d'œuvre, ainsi que l'avait qualifié A. Camus.



TÉLÉVISION

— TFI : le 12 nov. à 20 h 35 : Une saison dans la vie de Fédor Dostoievsky. Avec Marcel Bouzuffi.

Le 15 nov. à 18 h 15 : Le vérificateur, du regretté Gérard Sire. Le 15 nov. à 20 h 30 : Transamerica Express, de Arthur Miller. Suspens et humour.

Le 18 nov. à 21 h 30. Les mémoires de la mine. Racontées par les principaux intéressés, les mineurs.

— A2 : le 12 nov. à 20 h 35 : L'histoire en question : qui a tué Ben Barka ?, avec A. Decaux, Daniel Guérin et Jacques Derogy. L'émission de la semaine à ne pas manquer.

Le 13 nov. à 20 h 35 : suite de Non-lieu.

Le 13 nov. à 22 h 52 : Le salon de musique, de Satyajit Ray. Un mélodrame documentaire d'un cinéaste indien méconnu.

Le 15 nov. à 20 h 35 : Marchands de rêves (en deux parties). La naissance du cinéma aux USA.

Le 16 nov. à 16 h 30 : La Malbouffe. Le déséquilibre alimentaire à l'échelle du globe.

Le 17 nov. à 16 h 35 : L'Afghanistan : La fiancée. La condition des femmes dans la société traditionnelle afghane.

Le 17 nov. à 20 h 40 : L'enlèvement du président, de Georges Mendeluk. D'actualité permanente.

— FR3 : le 12 nov. à 20 h 30 : La bataille de Naples. L'insurrection anti-allemande en 1943. Avec Léa Massari et Georges Wilson.

Le 14 nov. à 20 h 30 : M. Bergeret à Paris. Suite de la série de Michel Boisrond.

Le 15 nov. à 16 h 05 : Romain Rolland. A découvrir ou redécouvrir.

Le 15 nov. à 22 h 05 : Le cycle infernal, Richard Brooks et Humphrey Bogard.

Le 16 nov. à 20 h 30 : Le flic se rebiffe, de Burt Lancaster, dans la série du Polar du lundi.

Le 17 nov. à 20 h 30 : La porte du diable, d'Anthony Mann. Les indiens sans plumes et calumet.

OUVRAGES EN VENTE A PUBLICO

Ces ouvrages sont en vente à Publico, ouvert du mardi au samedi de 10h 30 à 19h. Les commandes pour la province sont faites le jour même sauf rupture de stock, rajoutez 12% pour les frais de port. Publico 145 rue Amelot Paris 75011. CCP 1128915 Paris.

- Histoire du Mouvement anarchiste, 12F.
- Dossiers de l'Histoire, 12F.
- Articles politiques, Errico Malatesta, 12F.
- La Pensée de Malatesta, Errico Malatesta, 12F.
- Evolution, Révolution, Elisée Reclus, 28F.
- Communisme d'Etat ou socialisme libertaire, Lipianski P.M., 7, 50.
- Ni Dieu ni Maître (4 Vol.) Anthologie (chaque), 18F.
- Hurler, Livrozet, 33F.
- De l'Organisation anarchiste, M. Fayolle, 6F.
- L'Anarchisme et le Problème de l'Organisation, Merlino, 10F.
- Pour l'Anarchisme, Nicolas Walter, 7F.
- Qu'est-ce que la Propriété, Proudhon, 13F.
- Écrits sur la Religion, Proudhon, 60F.
- Du Principe fédératif, Proudhon, 60F.
- Contradictions politiques, Proudhon, 60F.
- Carnets I, 2, 3 et 4., Proudhon (chaque), 50F.
- De la Capacité politique des Classes ouvrières, Proudhon, 50F.
- Idée générale de la Révolution, Proudhon, 35F.
- Alertissements aux propriétaires, Proudhon, 35F.
- Justice et Liberté, Proudhon, 42F.
- Correspondance (les 7 tomes), Proudhon, 3000F.
- Sociologie de Proudhon, G. Ansart, 35F.
- Proudhon et l'Autogestion, J. Bancal, 20F.
- Proudhon, Pluralisme et Autogestion (2 tomes), J. Bancal (chaque), 35F.
- Dialectique et Sociologie, G. Gurvitch, 18F.
- Proudhon, oui et non, D. Guérin, 49F.
- La Philosophie sociale de Proudhon, P. Hauptmann, 60F.
- Marx, Proudhon, la Pensée allemande, P. Hauptmann, 68F.
- Défense et Actualité de Proudhon, J. Langlois, 16F.
- Fédéralisme de Proudhon, B. Vuyenne, 21 F.
- Histoire de l'Idée fédéraliste, B. Vuyenne, 30F.
- Les Lignes prouhoniennes, B. Vuyenne, 30F.

... FAUDRAIT VOIR A NE PAS OUBLIER LE 2^e PRINCIPLE DE LA THERMODYNAMIQUE...

UN SYSTÈME ORDONNÉ (PAR EXEMPLE L'ORDRE SOCIAL ACTUEL) A UNE FAIBLE ENTROPIE ...

LA BIOMASSE... CIRCULEZ!

MAIS L'ÉNERGIE CRÉE DONC DU DÉSORDRE...

... POUR ABOUTIR A UN NOUVEL ORDRE SOCIAL, IL FAUDRAIT DÉPENSER BEAUCOUP D'ÉNERGIE TANDIS QUE L'ANARCHIE ...

ENERGIE

... SUSCEPTIBLE DE FOURNIR DE L'

CARNOT & T 0201

ÉCONOMIE

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT SOCIALISTE AU FIL DE L'EAU !

Le public qui se passionne pour les pantalonades qui se déroulent au sein de l'Assemblée nationale, semble négliger les débats souvent grotesques qui président à l'élaboration du budget. Je pense qu'il a tort, et que plus que les modifications de structures, assurément nécessaires, mais qui laissent en place les différences de classes, c'est à la fois le caractère des dépenses et l'origine des recettes qui donnent au gouvernement son vrai visage. Or, ce budget que Fabius propose et que les parlementaires sont en train de discuter est étonnant sur plus d'un point.

Le programme électoral du Parti socialiste avait été construit à partir de têtes de chapitres que le gouvernement respecte dans l'esprit, mais dont le contenu se vide tout au long des discussions harassantes qui ne sont closes qu'aux aurores devant une poignée de parlementaires résignés, en service commandé, et qui s'embrouillent les pédales au point de confondre les consignes et les textes. De ce fait, des mesures, a priori excellentes, sont reçues par un public agacé, comme une mascarade ! Ainsi en fut-il de la loi sur le prélèvement sur les fortunes et de toutes les lois annexes dont le but était de faire payer « les riches » (sic).

Rien ne paraissait plus logique aux yeux du public que ce prélèvement qui, dans la conjoncture, avait pour but de financer les œuvres sociales et de faire payer à la classe fortunée une crise dont les origines provenaient justement de l'incapacité des capitalistes et de leurs politiciens en possession du pouvoir, à prévoir l'évolution de leur système et à refuser de consentir aux sacrifices indispensables et que seuls ils étaient en état de faire pour rétablir l'équilibre économique. Oui, rien ne paraissait plus logique, et c'est ainsi que l'électeur l'avait ressenti le 10 mai. Et pourtant, au cours de ce débat sur l'imposition des fortunes, on a pu se rendre compte de la faiblesse de la gauche, pourtant majoritaire, et de l'impudence de la droite à défendre les privilèges de la classe dirigeante, et d'ailleurs avec un certain succès il faut bien le reconnaître. Et l'on vit le projet socialiste se rétrécir à longueur de discussions jusqu'à devenir un prélèvement dérisoire auquel les malins pourront facilement échapper grâce aux multiples exemptions arrachées par une droite hilare aux bons coups qu'elle infligeait à une gauche braillard, sans réelle énergie et que les communistes faisaient semblant d'aiguillonner !

Mais ce qui, je pense, en dit encore plus long sur le caractère de cette direction socialiste, c'est sa docilité à accepter, non pas de la droite (enfin c'est à voir ?), mais d'un des siens, le chef de l'Etat, d'exonérer les œuvres d'arts de l'impôt qui devrait permettre de renflouer

les caisses de chômage : Mitterrand, a certainement cru travailler pour sa postérité en soignant son image de marque.

Il a plus sûrement soigné les revenus du capital accumulé et qui, au lieu de se réinvestir dans l'entreprise, se réinvestit dans les barbouillages de l'école moderne de peinture, afin d'échapper à l'impôt, encore qu'on peut espérer qu'un jour prochain tous ces navets retrouveront leur juste prix, c'est-à-dire le prix de la toile qui sert à les emballer et que nos petits malins se retrouveront le cul nu ! Mais devant une telle naïveté qui frôle la bêtise, il ne reste plus de mots pour stigmatiser ces députés de droite qui s'esclaffaient devant le bon tour joué aux sociaux et se tapaient sur les cuisses jusqu'à en faire craquer leurs bedaines de gros porcs.

Ce décalage entre les projets et leurs réalisations, Mauroy, qui parfois semble débordé, a voulu aller devant les citoyens pour l'expliquer, à partir de deux ou trois réflexions. La première porte sur l'héritage, la seconde est un appel larmoyant au patronat, la troisième cultive l'espoir de la reprise. Une fois de plus on est confondu devant la naïveté de certaines analyses de nos néo-marxistes.

C'est vrai que lorsque les socialistes prirent le pouvoir, le train était sur les rails, c'est-à-dire que la crise, qui avait éclaté en 1974, avait pris sa vitesse de croisière, mais à lire alors nos politiciens de droite comme de gauche, il ne s'agissait que d'une crise conjoncturelle. Barre, qui entre nous a une attitude un peu moins infecte que celle de ses anciens complices de la majorité défunte, nous a assez dit que nous allions sortir du tunnel et nos bons socialistes, pour peu qu'on les envoie dans les fauteuils de velours rouge à clous dorés se faisaient fort de redresser la situation. Pour moi, j'écrivais dans ce journal, que la crise était la crise d'un système économique, que cette crise était irréversible, et que pour en sortir il n'existait qu'un seul moyen, c'était de sortir du système. L'héritage, c'est celui de tous les gouvernements de gauche ou de droite au pouvoir, dans le monde, et le rafistolage à l'intérieur des structures du système capitaliste de profit ne changeront rien à l'évolution. « L'erreur » des socialistes, à moins que ce ne soit le désir de ne pas effaroucher l'électeur afin de prendre le pouvoir, a été de croire et de faire croire qu'ils feraient reculer la crise simplement par des aménagements et en conservant le mode de vie d'une société capitaliste. Ils se sont trompés et ils le savent bien, mais ils sont prisonniers de leur électoral. Ils sont le passé ! Ils accompagneront la crise en agitant les bras, brassant du vent. La solution n'est plus dans leurs mains ni dans celles de leurs

alliés communistes qui guettent leur moindre faux pas, les yeux concupiscent prêts à les avaler. Faire reposer sur l'héritage les raisons de leurs difficultés n'est pas correct, car s'ils avaient été au pouvoir à la place de Giscard, ils auraient fait la politique d'aujourd'hui, c'est-à-dire, avec des nuances, la même politique que leurs prédécesseurs ce qui les auraient amenés au même point.

Mauroy court la campagne pour rallier ses troupes et convaincre surtout le petit commerce, la petite entreprise. Là aussi, le chef du gouvernement a des illusions. Le petit commerce, comme la petite industrie, sont dans leur majorité irrécupérables. Sortis du monde ouvrier et de la paysannerie pauvre, leur nouvelle condition les rangent dans la classe bourgeoise, à l'extrémité bien sûr, mais ce sont ceux-là qui sont les plus enragés à maintenir une classe dirigeante à laquelle ils croient appartenir et dont ils sont simplement le soubassement. C'est chez ceux-là que

démontrer que l'évolution de la crise avait le caractère d'une feuille de température, avec ses hauts, ses bas, mais que, quelles que soient ces fluctuations, nous étions rentrés dans une évolution dont le seul remède était « une distribution différente du revenu national », ce qui supposait une réorganisation complète de la production, de la distribution et des éléments de structures organisationnelles. « La reprise » va alimenter quelques temps l'espoir de tous ceux qui sont cramponnés à la société capitaliste libérale, c'est-à-dire 90% de la population. Mais en économie, la méthode Coué est sans efficacité et la reprise Mauroy rejoindra la reprise Barre !

Chacun sent bien qu'il « faut partager le travail », c'est-à-dire diminuer la journée de travail en-deçà même des trente-cinq heures. Mais trente heures, trente-cinq heures, une redistribution du travail, c'est fatalement, au moins pour un temps, celui de la réorganisation, une diminution des bénéfices pour

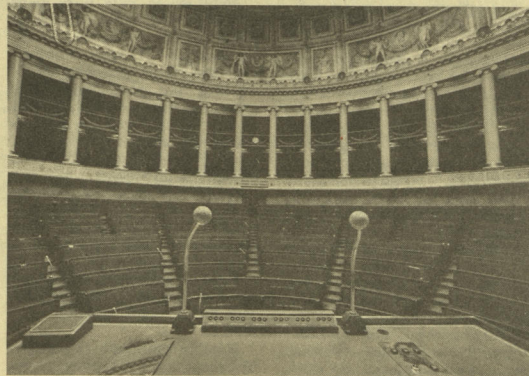
sont simplement la matérialisation d'un sentiment encore diffus, mais qui ira en se développant, de la nécessité d'une transformation radicale, non pas à l'intérieur, mais en-dehors du système économique de classes.

La politique des gouvernements de gauche, comme de droite, dans le cadre d'une économie libérale, glisse comme un cadavre au fil de l'eau sans rien trouver pour s'agripper. Il est impossible de déterminer le temps que ce régime mettra pour crever, cela dépendra des coups que nous lui porteront, mais cela dépendra plus encore de ses facultés de résistance et celles-ci sont encore grandes. Il suffit de constater qu'en Angleterre, il ya trois millions de chômeurs, et que pourtant le miroir aux alouettes fonctionne encore suffisamment bien pour que tous ces gens « en marge » se tiennent tranquilles. La raison est simple ! La capacité d'organisation de la classe dirigeante au pouvoir et l'accumulation des capitaux issus du profit lui ont permis de constituer partout des réserves qui alimentent les charges sociales qui maintiennent le citoyen dans une existence médiocre en lui conférant suffisamment d'argent pour acheter l'indispensable qui suscite une production journalière d'objets courants à partir de laquelle le gros capital construit des affaires plus juteuses.

Situation difficile, Mitterrand a sept ans pour s'en sortir. Son gouvernement socialiste, comme les autres gouvernements d'Europe occidentale, tiendra s'il peut maintenir ses sans-travail au-dessus du misérabilisme, grâce aux allocations de chômage qui vont s'étaler sur un temps de plus en plus long, et s'il peut préserver le pouvoir d'achat des travailleurs encore occupés, ce qui permet de percevoir une part de cotisation sociale qui leur incombe. Et ça, c'est une autre affaire dont la solution dépend des remous qui vont secouer le Tiers Monde, ce monde de la faim, de la honte peut-être demain celui de la haine contre les pays encore « riches » !

Mauroy veut nous apitoyer sur les difficultés de la société française. Cette société n'est pas la nôtre et le travailleur de la métallurgie comme celui du bâtiment, est moins concerné par cette situation que l'antiquaire ou que l'amateur d'art auquel le chef de l'Etat a fait un royal cadeau. En refusant de nous intégrer à cette société, nous refusons le système capitaliste de classes. Glissant au fil de l'eau, la politique du gouvernement socialiste ne nous concerne pas. Ce qui nous concerne, c'est un changement véritable des rapports économiques entre les hommes, des rapports des hommes entre eux, dans le cadre d'une société égalitaire.

Maurice Joyeux



AFP

se recrutent les Poujade et les Nicoud, mais c'est également parmi cette classe moyenne, qui veut péter plus haut qu'elle le cul, que l'on recrute le fascisme de base. Mauroy ne convertira pas ces chefs d'entreprises moyennes à un socialisme de liberté et de bon sentiment, et si la situation continue à se dégrader, c'est là qu'un Chirac recrutera ses troupes, comme il le fit à Paris.

Mais ce qui m'a le plus étonné encore, car un homme averti devrait être vacciné contre cette illusion, c'est ce bruit répandu brutalement dans notre presse et dans les médias d'une reprise, légère bien sûr, de la production. Et c'est sur cette information que nos ministres se sont de nouveau avancés à prédire pour l'année prochaine une reprise de 3%, qui permettrait de réduire le chômage. On est effaré d'entendre de pareilles bêtises. Où ont-ils vu que le déroulement de la crise avait un caractère continu sans aucun arrêt, sans aucune reprise momentanée. Lorsque Barre, vers 1978, nous contait de telles sornettes sur la reprise, j'ai fait pour notre journal une série d'articles pour

le patron, une diminution des moyens d'existence pour les travailleurs. Personne ne veut le dire, mais c'est incontestable, la diminution de la journée de travail, la diminution du chômage dans le cadre de l'économie du pays, en Europe et dans le monde, et compte tenu des indispensables échanges internationaux imposent un changement de mode vie, des priorités différentes de production, des méthodes différentes de distributions, enfin une transformation profonde du signe monétaire qui doit perdre sa valeur de marché pour devenir un moyen utilitaire d'échange une fois pour toute fixé.

Les ouvriers sentent bien que c'est le point faible du système ils savent bien que la diminution actuellement négociée, et qui est une heure par an n'apportera aucune solution, car dans le cadre du système les patrons auront la possibilité d'accepter une faible diminution du temps de travail sans créer d'emplois, en réorganisant les services et en remplaçant les hommes par des machines. Les grèves actuelles ne changeront rien, elles

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.